Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

17 juin 1994



J-15
"Les 48h de la Fraternité"

FAITES DE LA MUSIQUE
Le 21 juin

CHÔMAGE
le traitement de choc

EUROPE
Le oui massif des Autrichiens



la gauche existe il faut la rassembler

Comment repenser la démocratie?

Les réflexions d'Alain Touraine et Joël Roman

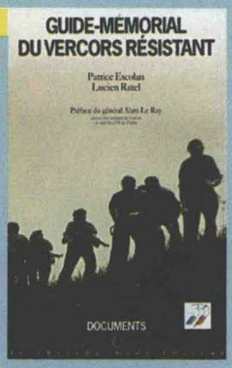
n° 233
10 F
ISSN 0995-0583

Fonds Socialiste

Les Livres de l'été

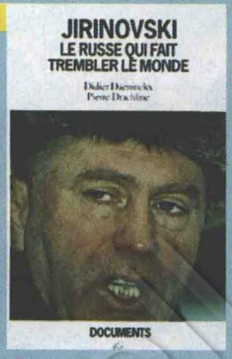
La boutique de Vendredi

1



Guide-Mémorial du Vercors résistant
L'anéantissement par la Wehrmacht, sur le plateau du Vercors, de toute une armée de maquisards. Le Vercors est ainsi devenu un lieu hautement symbolique des combats que livrèrent, pendant l'été 44, les Forces françaises de l'intérieur (FFI) pour la libération du territoire national. Le Vercors s'inscrit comme l'une des pages les plus héroïques de l'histoire contemporaine de notre pays.
406 p. : 144 F

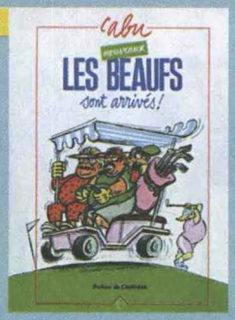
2



Jirinovski, le Russe qui fait trembler le monde
par Didier Daeninckx et Pierre Drachline
156 p. Prix : 80F
Ce travail, réalisé à partir de "Un bond final vers le Sud", le livre programme et autobiographique de Vladimir Jirinovski, publié à Moscou en 1993, n'a pas d'autre ambition que d'informer et d'avertir Car "si l'Histoire ne se répète pas, il arrive qu'elle bégaie ! "

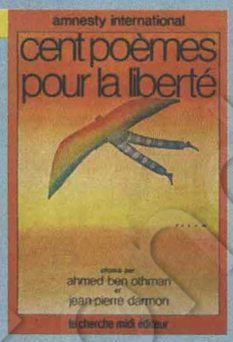
Cabu
Les nouveaux beaufs sont arrivés
Préface de Cavanna
64 pages en bichromie (215 x 300) : 65 F
"Le beauf a pour lui tout ce que l'imbécile standard a spontanément : il est tout naturellement raciste, chauvin, braillard, roublard, lâche, sournois, tricheur, sexiste, etc.", écrit Cavanna dans sa préface. Des dessins extraordinairement toniques infligés à la bêtise.

3



Cent poèmes pour la liberté
choisis par Ahmed Ben Othman et Jean-Pierre Darmon
192 p. : 78 F

4



Cent poèmes contre le racisme
Choisis par Claire Etcherelli, Gilles Manceron et Bernard Wallon
Préface d'Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix
192 p. : 88 F

5



6



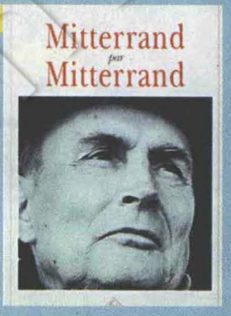
"J'ai débarqué le 6 juin 1944"
Commando de la France libre par Gwenn-Ael Bolloré
Prix : 115 F
Ce livre, qui a obtenu le label de la Mission du Cinquantenaire, nous raconte, de façon vivante et émouvante, l'odyssée de Gwenn-Ael Bolloré, alors âgé de dix-sept ans, qui avait choisi de gagner l'Angleterre et de s'y engager dans les commandos de fusiliers marins. A travers ce témoignage nous pouvons mieux imaginer ce que furent ces journées décisives pour l'avenir de notre continent européen.

7



Guide seat des 7000 musées et collections en France
Alain Morley et Guy Le Vavasseur
Relié, 528 p. : 120 F
Un inventaire unique en son genre : 7000 musées et collections, des plus célèbres aux plus méconnus. Le guide indispensable à tout voyageur.

8



Mitterrand par Mitterrand
Roger Gouze
176 p. : 96 F

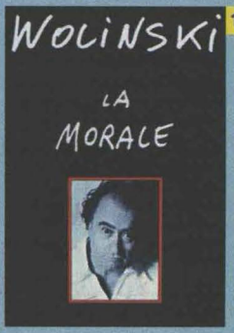
Cent poèmes sur l'exil
Choisis par Fadila Amrani, Gilles Manceron, Bernard Wallon
Préface de Sadako Ogata, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés.
En collaboration avec France Terre d'asile.
192 p. : 88 F

9



Wolinski
La Morale
Textes et dessins, 204 p. : 72 F
Il y a eu Platon, Aristote, Horace, Sénèque, Montaigne, La Bruyère, Voltaire, quelques autres encore, et puis est apparu Wolinski. Il a l'avantage d'être aussi dessinateur. Il nous propose donc une morale illustrée, même s'il prétend n'avoir de leçon de morale à donner à personne.

10

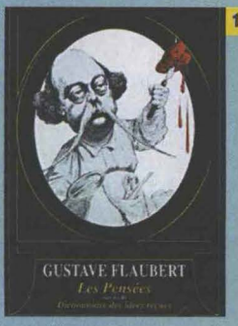


11

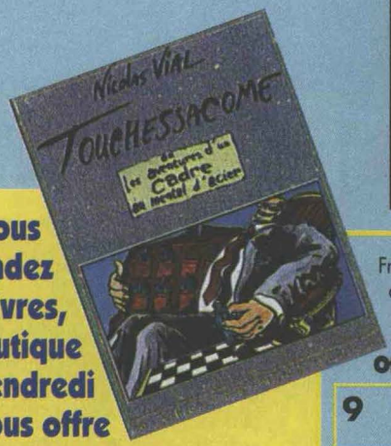


Pierre Dac
"Les pensées"
anti-préface de Louis Leprince-Ringuet.
Grand prix de l'humour populaire
168 p. : 72F
"L'amour paternel et l'amour maternel sont les deux mamelles de l'amour filial."
"Ce n'est pas parce qu'un amour est éperdu qu'il est perdu pour tout le monde."
"Les murs ont des oreilles dans la mesure ou les cloisons sont nasales et les conduits en acoustique."

12



Gustave Flaubert
Les pensées suivies du dictionnaire des idées reçues
Choisies par Jean-Yves Clément
204 p. : 72 F
"Rien n'est sérieux en ce bas monde que le rire" écrivait Flaubert. Ce livre illustre à merveille cette citation. L'intelligence féroce et la dérision supérieure du grand écrivain sont ici à leur zénith .



Si vous commandez 3 livres, La Boutique de Vendredi vous offre

"Touchessacome" ou les aventures d'un cadre au mental d'acier
par Nicolas Vial,
d'une valeur de 115 F
96 pages en couleurs, relié. Véritable sociologie historique de l'homme-cadre des années 90, vue à travers le dessin d'humour. Cet album raconte une course à la réussite. Une belle et allègre férocité.

Frais d'expédition inclus. Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de **"Vendredi", 10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07 Tél. : 45 56 79 03**
Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine seulement.
Offre garantie jusqu'au 30 juin.

9 Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

Nom.....Prénom.....
Votre adresse: .....
..... tél. : .....



"Les élections de dimanche nous ont porté un coup très rude. Je suis votre premier secrétaire, je conduisais la liste, je me considère donc naturellement comme le premier responsable de ce qui s'est produit, et je l'assume. Mais ce coup est également dirigé contre le Parti. Il appelle donc une réaction réfléchie et vigoureuse.

Avant d'en venir aux questions qui se posent, je commencerai par écarter celle qui ne se pose pas, je pense ici à l'élection présidentielle. Trois choses sont certaines à ce sujet, et trois seulement : premièrement, ce sont les socialistes qui, le moment venu, choisiront eux-mêmes le candidat qu'ils souhaitent soutenir ; deuxièmement, ce moment n'est pas venu et ne viendra pas avant plusieurs mois, fin de cette année ou début de la prochaine ; troisièmement, quiconque le souhaite et estime avoir quelque chose à proposer pourra être candidat à cette désignation sans que nul puisse se prévaloir d'une position acquise.

Cela dit, j'en viens maintenant aux questions qui se posent vraiment et dès aujourd'hui. Autant je crois que nous devons veiller à éviter les explications toutes faites, les certitudes péremptoires et les accusations commodes, autant je crois que ce très grave échec est celui d'un mode de fonctionnement, individuel et collectif, qui, à l'évidence, ne correspond pas aux attentes des Français.

Nous voulons leur dire solidarité, justice, générosité. Ils entendent fermeture, appareils, divisions.

Moi-même, je veux leur dire effort, avenir, espoir. Ils entendent complexité, incompréhension, banalité.

Si nous ne parvenons pas à nous faire entendre des Français, j'ai la conviction que c'est parce que nous ne savons plus assez écouter. De cela nous devons tirer les conséquences, individuellement pour moi-même, mais aussi collectivement pour nous tous.

En ce qui me concerne, il va de soi que je ferai le prochain Conseil national juge du présent et de l'avenir. Je n'ai jamais fui mes responsabilités.

Ce sera donc au Conseil national que je ferai des propositions pour notre rénovation. Et ce sera à lui de voter pour dire s'il m'accorde sa confiance pour les mettre en œuvre."

Déclaration de Michel Rocard
au Bureau national du Parti socialiste,
le 15 juin 1994

Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER

- *En avant les musiques !*

10 POLITIQUE INTÉRIEURE

- *Les partis traditionnels sanctionnés*
- *La gauche existe il faut la rassembler*
- *La droite précipite la présidentielle*

14 SOCIAL

- *Chômage : un traitement de choc est nécessaire*

16 VILLES ET RÉGIONS

- *Villeurbanne et les jeunes en quête de citoyenneté*

19 VENDREDI IDÉES

- *Comment repenser la démocratie ?*

24 POLITIQUE INTERNATIONALE

- *La gauche, première force du Parlement européen*
- *Le oui massif des Autrichiens à l'Union européenne*
- *Etre Serbe en Bosnie*



La musique est devenue autant un mode vie qu'une ouverture sur le monde. P.6

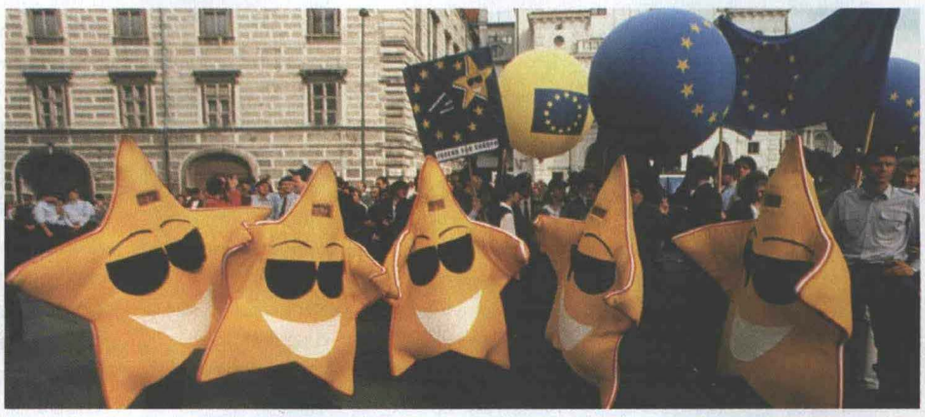
28 MAGAZINE

30 COURRIER

31 L'INVITÉ

- *Jean-Pierre Chabrol*

P.26
C'est avec 66,39 % des voix que les Autrichiens ont ratifié le traité d'adhésion de leur pays à l'Union européenne



Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bezançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedéi (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystie Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.46)
PUBLICITÉ : J.-J. Gastebois 45 56 78 09, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : Maquette : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage : Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : J. Andanson/Sygma (Couv.) ; AFP (p.4) ; P. Lebrun (p.5, p.14, p.19, p.20) ; P. Le Segretain/Sipa Press (p.6) ; Chamussy/Sipa Press (p.6) ; A. Dudos/Gamma (p.7, p.3) ; O. Baum Gartner/Sygma (p.7) ; O. Wosensky (p.9) ; P. Paunani/AFP (p.9) ; B. Desprez/Editing (p.15) ; N'Diaye/Imapress (p.24) ; V. Schreiber/US Press (P.26, p.3) ; F. Puljic (p.27) ; P. Léovy (p.28) ; J. Foley (p.31)
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Des élections municipales sous influence ?

Le report des élections municipales, de mars à juin 1995, a suscité la vive opposition des parlementaires socialistes.
Les députés et sénateurs socialistes ont déposé deux recours devant le Conseil constitutionnel qui s'appuient sur des motifs communs. Ils critiquent la proximité de ces élections, décisives localement, avec l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 1995. Ces élections seraient fortement influencées, et même cachées, par la campagne et surtout les résultats de l'élection présidentielle. Or, dans une précédente décision, les Sages avaient admis la possibilité d'aménager les délais électoraux. Sous réserve de respecter des "garanties d'objectivité" et d'éviter "l'arbitraire" qui, en faussant les résultats, porterait atteinte à la libre administration des collectivités locales. Un principe reconnu par la Constitution. En 1988 par exemple, année présidentielle, les élections cantonales avaient été reportées en octobre. Le gouvernement, en remettant les élections à juin, a-t-il commis une erreur manifeste d'appréciation en aménageant trop vite le calendrier en sa faveur ? Au Conseil constitutionnel d'en décider.

Claude Estier

10 juin

Qui a visité Oradour-sur-Glane peut-il jamais effacer de sa mémoire les traces de l'horreur absolue que fut le massacre délibéré de 642 hommes, femmes et enfants par les SS de la division Das Reich ? Maintenues en l'état où les laissèrent les incendiaires nazis un samedi après-midi de juin 1944 -quatre jours après le débarquement en Normandie- les rues sinistres et les façades calcinées de l'ancien village martyr imposent le silence et le recueillement mais non l'oubli ni le pardon. Il a pourtant fallu cinquante ans pour que les quelques "miraculés" encore vivants, mêlés aux nouvelles générations, puissent accueillir pour la première fois un président de la République qui, lui non plus, n'a pas oublié l'Histoire.

13 juin

Parlons clair : même si les derniers sondages le laissaient prévoir, le score de la liste conduite par Michel Rocard est un sérieux échec. Les causes en sont multiples avec, d'abord, la dispersion des listes dont la gauche a plus souffert que la droite, encore que celle-ci se retrouve aussi singulièrement affaiblie et divisée. Ensuite, un discours sur l'Europe trop ambigu pour être moibilisateur alors que le "non" catégorique de Philippe de Villiers et le "oui" enthousiaste de Bernard Tapie ont valu à l'un et à l'autre une adhésion au delà de leurs espérances.
Il est vrai qu'il était difficile de faire entendre un raisonnement construit tant l'ombre de la présidentielle, qui seule intéressait les médias, a pesé sur la campagne. Dans cette logique, il ne faut pas s'étonner que les commentateurs d'après-scrutin s'attachent davantage à supputer les chances des futurs présidentiables qu'à souligner qu'une majorité d'électeurs, plus forte que lors du référendum sur le traité de Maastricht, a voté pour des candidats favorables à la poursuite de la construction européenne, le "non" de gauche étant marginalisé.
Quoi qu'il en soit, la tâche urgente des socialistes est de tirer rapidement les conséquences de cet échec. Il ne s'agit pas de régler des comptes mais de retrouver l'écoute des Français et la capacité de rassembler la gauche dont le Parti socialiste demeure malgré tout la première force. Nous avons six mois pour cela. Ce n'est pas insurmontable si tous acceptent de tirer dans le même sens. Les sondages d'hier sur la présidentielle montrent qu'en l'état actuel Michel Rocard rassemblerait au second tour 46 % des suffrages. C'est un capital considérable dont François Mitterrand n'était pas assuré en 1980... à dix mois de sa victoire !

Oradour : le crime sans fin



Il y a eu Oradour-sur-Glane comme il y a eu Guernica. Restera Oradour comme il reste Guernica. Depuis le 10 juin 1944, le crime de guerre s'identifie à l'extermination de ce village du Limousin. Ce jour-là, sans mobile apparent, une unité SS de la division Das Reich raye à l'arme lourde ce village de la carte. Bilan : 642 victimes dont 207 enfants.
Les hommes sont entassés dans des granges, puis exécutés dans le tas à la mitrailleuse. Les femmes et les enfants sont rassemblés dans l'église qui sera dynamitée. Les survivants et les fuyards sont achevés.
Le village est réduit à l'état de cendres pour que personne ne témoigne.
Aujourd'hui, ces ruines, conservées, ne parviennent pas à faire taire le malheur, même si les hommes, un jour, le voulaient. Horreur supplémentaire : le crime a été planifié par la Milice, et parmi les tueurs d'Oradour, se trouvaient des Français, enrôlés de force dans les Waffen SS. Pour la première fois qu'un président de la République commémorait cette tragédie, François Mitterrand a rappelé qu'il comprenait "le désarroi des familles que n'animait pas la soif de la vengeance mais le sentiment d'un devoir envers les morts et qui, pendant des années, ont pu se croire abandonnées". A la suite d'un procès, en 1953, les Français condamnés pour ce crime avaient bénéficié, une semaine après le verdict, d'une amnistie au nom de la réconciliation nationale. Les habitants ne l'accepteront jamais. Mais connaîtra-t-on seulement un jour le nom des assassins de Vukovar ou de ceux de Mostar ?

Loi anti-corruption : le toujours moins de la droite

Curieusement, alors même que se multiplient les affaires de corruption et de pots de vin impliquant sociétés et personnalités proches de la droite, le gouvernement choisit de baisser la garde face à la corruption. Il a introduit, d'une façon quasi clandestine, dans un projet de loi portant diverses dispositions financières, des assouplissements à la loi anti-corruption du 29 janvier 1993. Le ministre de l'Economie, Edmond Alphandéry, tente de faire passer la pilule dans l'une de ces lois fourre-tout votées en fin de session. Il s'agit de prolonger les concessions de service public (transports scolaires, fourniture d'eau, etc.) sans transparence, et de simplifier les règles de passation de marchés publics de moins de... 700 000 F. Une bagatelle ! D'apparence technique, ces réformes feraient pourtant le bonheur des toutes puissantes Lyonnaise des Eaux et Compagnie Générale des Eaux, malmenées en bourse et contestée, pour la Lyonnaise, par les petits actionnaires. Reste à savoir, si dans le climat actuel, les parlementaires de la majorité prendront le risque de se faire siffler faute.

Fondation Jean-Jaurès

Papon : un procès aux Assises pour bientôt ?

Maurice Papon sera-t-il le premier haut responsable administratif français à être jugé pour crimes contre l'humanité ? C'est en tout cas ce que laisserait à penser une décision récente du tribunal correctionnel de Bordeaux. L'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde de 1942 à 1944, responsable présumé de la déportation de plus d'un millier de juifs, avait intenté une action en diffamation contre l'avocat Gérard Boulanger pour son livre "Maurice Papon, un technocrate français dans la collaboration". L'auteur, avocat des parties civiles dans l'instruction bordelaise, a demandé par la voix de son défenseur, Georges Kiejman, un sursis à statuer dans l'attente d'un procès qui établirait les charges criminelles retenues contre l'ancien préfet. Requête acceptée par le tribunal. L'instruction du dossier Papon qui dure depuis treize ans, à la suite d'une annulation de procédure, va-t-elle enfin déboucher sur un procès ? Une décision de renvoi aux Assises est attendue, selon Maître Boulanger, pour l'automne prochain.

Une victoire et un espoir pour la gauche

En marge du scrutin européen, se sont déroulées deux élections locales qui ont apporté de meilleurs résultats au PS. La liste d'union de la gauche conduite par le socialiste Pascal Buchet a conquis la mairie de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) en l'emportant largement avec 45,62 % des voix sur la droite (36,16 %). "C'est la preuve que le rassemblement de la gauche paie", estime Jean Glavany. Autre bon résultat : la législative partielle de Haute-Garonne. Dans la première circonscription, le candidat socialiste Jean-Jacques Mirassou gagne 500 voix par rapport à 1993 et met en ballottage le suppléant du maire de Toulouse.

Les provocs de Pasqua

Quelques jours avant le meeting de Puteaux, qui devait réunir Balladur, Sarkozy et Pasqua, Baudis avait téléphoné à Matignon pour s'assurer que les différents intervenants étaient bien sur la même longueur d'onde. On lui avait répondu que les personnalités invitées lui apporteraient un soutien sans faille. Quelle n'a pas été sa stupéfaction en entendant Pasqua encourager les électeurs de la majorité à voter pour de Villiers ! Et le ministre de l'Intérieur, qui n'en est pas à une provocation près, est ostensiblement resté assis lorsque Edouard Balladur est arrivé...

Le statut de Baudis

Chirac a été l'un des premiers à téléphoner à Baudis après le résultat des européennes : "Cette élection est du passé. Désormais tu as changé de statut." Ah bon ? Chirac a vraiment les yeux de la foi...



Gay Pride : défilés contre le Sida

A travers les événements de la Gay Pride qui se déroulent jusqu'au 19 juin, l'homosexualité devient un sujet de plus en plus présent dans la vie publique. Une semaine de sensibilisation à laquelle participent la plupart des acteurs de la communauté "gay" et lesbienne, et de la lutte contre le sida. Parmi les principaux rendez-vous :

- le mardi 14 juin, un grand gala au Palace à Paris, intitulé "Défilons ensemble contre le sida", avec de nombreux créateurs dont Jean-Paul Gaultier ;
- le vendredi 17 juin, une grande nuit de la mémoire, de l'histoire et de la culture homosexuelle et lesbienne, à 15 h, de la République à la Nation via la Bastille. Soirée finale au Palais de la Mutualité, de 21 h à l'aube.

De nombreuses manifestations ont lieu dans les régions. Renseignements au : 43 57 21 47.

A vos agendas

Juin 1994

Dimanche 19
- *Législative partielle à Toulouse, 1ère circ. (2e tour).*

Lundi 20
- *François Mitterrand inaugure l'avenue et l'exposition Jean Zay à Orléans.*

Mardi 21
- *Fête de la musique, faites de la musique.*

Mercredi 22 et jeudi 23
- *Sommet du PSE à Corfou.*

Mercredi 22 au samedi 25
- *55e congrès HLM "Service de l'habitat, service aux habitants", à Rennes.*

Dimanche 26
- *Séminaire "Aménagement du territoire" à Orléans. Partitipants : groupe des experts, secteurs aménagement du territoire, collectivités locales, agriculture/ruralité, ville, la FNESR, les groupes socialistes de l'Assemblée, du Sénat et du conseil régional d'Ile-de-France.*

Juillet 1994

Les 2 et 3, tous à

La fête du Parti

au parc paysager de La Courneuve

Du vendredi 8 au mardi 12
- *Stages d'été à La Rochelle organisés par le secrétariat national à la Formation du PS.*

Vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17
- *XIVe Rencontres d'Avignon. Délégations Culture FNESR et PS à l'occasion du Festival international du théâtre.*

Samedi 16
- *Journée mondiale commémorative du Vel d'Hiv.*

Dimanche 17
- *Internationale socialiste : université d'été à Rome. Formation des cadres des partis d'Europe de l'Est.*

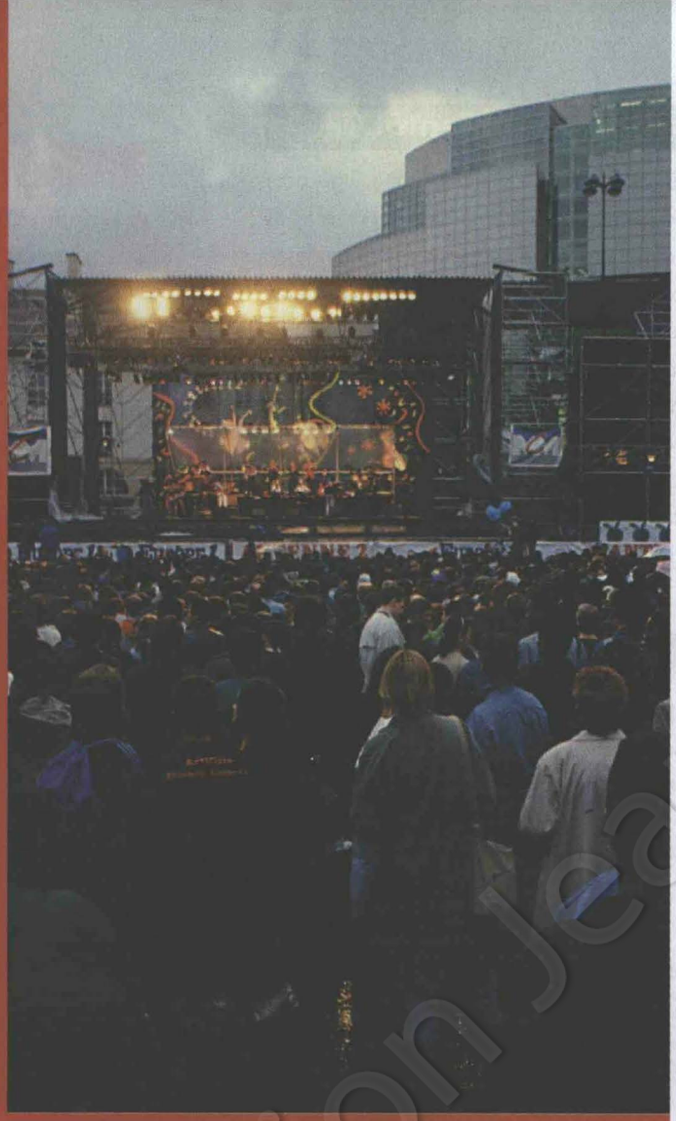
Août 1994

Mardi 30 et mercredi 31
- *Convention fédérale de la Fédération des Français de l'Etranger.*

Septembre 1994

Du jeudi 1er au dimanche 4
- *Université d'été à La Rochelle. Retenez vos dates...*

Tout a réellement commencé dans les années 80. L'ambition était alors d'accorder une attention égale à toutes les musiques. Ce projet, cette volonté sont aujourd'hui évidence. Toutes les expressions musicales et notamment les plus prisées par les jeunes ont gagné une reconnaissance officielle. L'élan a été donné à toute une génération pour qui la musique est devenue autant un mode de vie qu'une ouverture sur le monde, une forme de communication autant qu'un plaisir et une émotion. Après la Fête de la Musique, faites de la musique, et venez aux 48 heures de la fraternité.





En av

De la fanfare à la chorale, la musique réunit aujourd'hui en France plus de cinq millions d'adeptes. Ce chiffre expliquerait à lui seul le succès de la Fête de la musique. Depuis le 21 juin 1982, au solstice d'été, lorsque la nuit est la plus courte de l'année, musiciens amateurs et professionnels descendent dans les rues. Pour sa treizième édition, plus de 80 pays vibreront aux sons de cette gigantesque manifestation. Ces milliers de concerts prouveront une fois encore que la musique c'est d'abord du plaisir. Un plaisir partagé par un nombre croissant d'adeptes puisque, selon une étude du CREDOC, de plus en plus de jeunes empruntent

Faites de l

A en juger par les dépenses des collectivités locales, ou par le mécénat privé, la musique arrive en tête des investissements culturels.

Les enquêtes attestent également d'une très nette progression de l'acquisition d'instruments. Cependant, on réduit souvent cet essor à un simple phénomène de consommation de disques, de matériel audiovisuel ou de spectacle, faute d'information sur la pratique amateur. On ignore notamment que le réseau des écoles de musique et de danse connaît depuis vingt ans un développement remarquable, suscité par la demande sociale. Une étude du CREDOC, parue en novembre 1993, dénombre 32 conservatoires et 101 écoles nationales de musique (ENM). Or, si ces établissements sont les plus importants, tant par leur offre de formation que par leur rayonnement, ils ne représentent qu'une part du très dense réseau des écoles de musique locales. En effet, à côté de ces écoles à statut national, le CREDOC évalue à 1.200 le nombre de structures publiques qui, pour l'essentiel, sont gérées par les collectivités locales, et à 3.000 celui des centres privés. Ces derniers comprennent cours, centres culturels, foyers ruraux, écoles associées aux fanfares ou aux harmonies. Ils forment la par-

Col. Fondation Jaurès

ant les musiques!

le chemin des conservatoires. Cet engouement invite à dresser un état des lieux d'enseignement de la musique en France, avec arrêt-sur-image sur la Cité de la musique qui devrait devenir un "must" pour tous les musiciens et mélomanes. Cette année la Fête de la musique jouera les prolongations avec "les 48 h de la Fraternité" et ses concerts non-stop, authentique bouquet final avec une affiche bourrée d'artistes. Chacun trouvera dans ce voyage musical planétaire un genre à son goût, tandis que la musique rivalisera avec les mots pour une destination en forme de monde meilleur.



a musique

tie la moins connue de l'offre d'enseignement musical, témoignent de la vitalité de ce secteur, essentiellement associatif, véritable indicateur de l'accroissement de la demande en matière de pratique amateur. Modestement subventionnées par les pouvoirs publics, les écoles se multiplient en fonction de politiques culturelles très locales, sans répondre à un schéma de développement planifié. Il en résulte de grandes disparités régionales. Ainsi, l'Alsace, la Bretagne, les Pays-de-Loire, Rhône-Alpes et l'Ile-de-France se distinguent par un réseau important, alors que Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne, le Limousin et la Corse en ont très peu. Néanmoins, si l'on rapporte les effectifs de ces écoles à la population régionale en âge de les fréquenter, on constate que ce sont les habitants d'Ile-de-France, de Rhône-Alpes, de Bretagne et de Bourgogne qui sont les plus ouverts à l'enseignement musical, tandis que ceux de Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne et Haute-Normandie font figure de parent pauvre. Il faut noter que ces disparités sont aussi liées à des traditions spécifiques. C'est ainsi que si le Nord-Pas-de-Calais a relativement peu d'écoles de type conservatoire, fanfares et harmonies sont légion. Actuellement, on peut évaluer à 470.000 le nombre des élèves fréquentant les écoles publiques de musique. Or ce réseau est loin de couvrir tout le territoire. En outre, la majorité de ces écoles refuse, chaque année, plusieurs dizaines de demandes d'inscription. On peut donc avancer que le nombre potentiel d'élèves est de l'ordre du million.

L'âge d'entrée se situe entre 6 et 7 ans. En dehors de la formation musicale, initiation et solfège, seul le piano est quasiment présent dans toutes les écoles et pratiqué par 17 % des élèves. Les autres instruments proposés, flûte traversière, clarinette, saxophone, trompette, guitare, violon, violoncelle ou encore percussions, se partagent inégalement les quatre-cinquième des inscrits. Les écoles municipales, alignées sur les formes d'enseignement normatives et très sélectives des conservatoires nationaux, ont du mal à démocratiser l'accès aux pratiques musicales et chorégraphiques et à répondre à l'importante demande que suscitent les disciplines les plus populaires comme la guitare, la danse ou le jazz. Ce constat d'un besoin d'ouverture à d'autres formes musicales moins académiques et à des formes d'enseignement plus souples, explique en partie la vitalité des structures associatives.

Les aides financières publiques dont bénéficient les écoles de musique émanent pour l'essentiel des municipalités et des départements ; rares sont les subventions des instances régionales. Quant aux subventions de l'Etat, elles se limitent aux conservatoires nationaux et ne représentent, en moyenne, que 10 % du budget de ces établissements.

De fait, le nombre d'écoles a fortement augmenté, et près de 90 % de celles déjà existantes sont en phase de croissance. Entre 1985 et 1992, les écoles en activité ont globalement accru leurs effectifs de près de 50 %. Au cours des prochaines années, le nombre de jeunes s'inscrivant dans les écoles, publiques et privées, devrait continuer de croître régulièrement et le million d'élèves pourrait être atteint en 1998. ■



L'âge d'entrée dans les écoles de musique se situe entre 6 et 7 ans.

LA CITÉ DE LA MUSIQUE

Le Temple moderne d'Euterpe

La musique réalise une véritable percée, la Cité de la musique en est le symbole mais aussi l'outil qui va permettre d'organiser, de structurer, de diversifier et de donner à ce secteur les moyens à la mesure de ses objectifs.

C'est tout d'abord une réalisation architecturale, située à l'entrée du Parc de la Villette. Elle a valu à Christian de Portzamparc le prix Pritzker, décerné pour la première fois à un créateur français. Son originalité tient à la grande variété de volumes. Organisée autour d'un jardin intérieur, la partie ouest comprend le Conservatoire national de musique et de danse de Paris avec des salles d'enseignement, des plateaux d'orchestre, des studios de travail, des médiathèques. Les bâtiments situés à l'Est regroupent d'ambitieux équipements publics, une salle de concert d'un millier de places, un musée de la musique, l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique. Côté ville, avenue Jean-Jaurès, une grande façade incurvée blanche, rythmée de transparences, qui bientôt se reflètera dans un plan d'eau. Côté parc, une suite d'événements architecturaux contrastés et colorés, d'où émerge le volume conique de la salle d'orgue et celui de la cage de scène de la salle d'art lyrique. La partie Est est un grand ensemble, très différent dans sa forme, constitué de volumes divers liés par un réseau d'espaces transparents, lieux de circulation et de rencontres à géométrie singulière. Il s'agit d'une cité vivante et fluide fondée sur la notion de pluralité. C'est un lieu qui se parcourt et que l'on ne peut saisir d'un seul regard, conception architecturale en harmonie avec l'expérience musicale.

La Cité de la musique réunit un ensemble unique d'équipements au service de la musique et de la danse :

- Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, établissement public présidé par Raphaël Hadas-Lebel et dirigé par Marc-Olivier Dupin.
- Le Centre d'information musique et danse, dont l'ouverture est prévue le 12 janvier 1995, qui comprendra une multimédiathèque musicale, première du genre en Europe.
- La Salle des concerts modulable, dont l'inauguration devrait avoir lieu le 12 janvier 1995.
- Le Musée de la musique.

Plusieurs organismes musicaux sont appelés à s'inserrer dans ce lieu : l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique (IPMC), le Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC) et l'Ensemble intercontemporain (EIC).

A la fois espace d'enseignement, de découverte du patrimoine musical, d'initiation, de documentation, d'information et de pratique, la Cité de la musique constitue un outil entièrement nouveau destiné à renforcer l'insertion de la musique dans la société de demain.

L'objectif de cette réalisation est double. D'une part, il s'agit de proposer aux futurs professionnels, interprètes, compositeurs, enseignants, facteurs d'instruments, des outils de formation et d'insertion complétant l'enseignement qu'ils reçoivent durant leurs études. D'autre part, elle doit offrir à tous les publics de nouveaux moyens pour découvrir la musique. Cet objectif devrait prendre forme dès 1995, avec la mise en place d'une grande université musicale d'été où travailleront, côte à côte, juniors et seniors, autrement dit, jeunes interprètes et grands musiciens internationaux passionnés par la formation et l'entraînement de leurs cadets. Cette université comprendra trois académies : celle de la musique du XXe siècle où trente à cinquante jeunes musiciens ayant terminé leurs études musicales se réuniront autour de solistes de l'Ensemble intercontemporain sous la direction artistique de David Robertson et de Pierre Boulez. Une autre accueillera, en résidence, des orchestres de jeunes dont le premier sera l'orchestre des jeunes Gustav Mahler et Claudio Abbado qui donnera, en prélude à ce projet, un concert unique, le 25 juillet 1994, au cirque d'Hiver. En 1996, l'orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dirigé par Sir Colin Davis, résidera à la Cité de la musique. Enfin, des rencontres de musique de chambre permettront chaque année à une quarantaine de jeunes solistes de répéter et de jouer des œuvres



Les 48h d

Le monde et les temps changent. Trente ans plus tard, on a beau ne pas être certains que ce soit dans le sens de la révolution espérée, Bob Dylan n'en sera pas moins la grande vedette de ces "48 heures de la Fraternité", les 2 et 3 juillet prochains, au parc paysager départemental du Bourget, célèbre pour le nuage de ganja qu'y dégagea, voici quinze ans, un désormais historique concert de Bob Marley. Certes, on ne sait plus trop quoi attendre de lui, au moment où, après deux estimables albums acoustiques de traditionnels américains, il vient de s'attaquer à un disque avec grand orchestre, à l'initiative de la télévision japonaise. Mais on se souvient notamment qu'il y a deux ans, à l'occasion d'une tournée des festivals de jazz, il donnait certains des meilleurs concerts de sa carrière. Quoi qu'il en soit, le symbole est trop beau, tombe trop bien, pour être contesté. Car c'est bien cela que vise à établir, sinon entériner, cette fête du Parti socialiste version Rocard, qui compte avec Jean-Paul Huchon un tel fan de rock qu'il ne pouvait se tromper sur la programmation, confiée à deux ex-chargés de mission du genre du gouvernement Rocard, justement : Eric Basset (auprès du Premier ministre) et Bruno Lion (auprès de celui de la Culture).

On est donc rock, principalement grâce à Willy De Ville, auréolé du Grand Prix de l'Académie Charles Cros décerné à son premier album "Live", mais aussi avec les 4 Non Blondes de "What's Up", les Wampas, les Satellites, No One Is Innocent, Jad Wio et Louis Bertignac, le guitariste de Téléphone, dont "Un autre monde" se trouve être le nouvel hymne de campagne du PS ; chanson-rock de qualité, avec le groupe Pigalle, emmené par le puissant François Hadi-Lazaro, et trois des meilleurs chanteurs "français" du moment, le vétéran Charlélie Couture, le tzigane suisse Stéphan Eicher et le franco-catalan Nilda Fernandez ; variété bon genre grâce à Catherine Lara, chevalier de la Légion d'honneur, Kent et Danny Brillant, qu'on ne trouvera pas seulement au stand Suzette ; chanson française entre militantisme et rive-gauche, avec Catherine Ribeiro, que François Mitterrand applaudit à Bobino au début de son premier septennat, Romain Didier et le truculent Pierre Perret.

Mais le principal message de la culture socialiste, autant dire de la culture Jack Lang, reprenant d'ailleurs la tendance naturelle de la musique comme de la chanson française, c'est le métissage, le brassage des genres et des gens, autant dire la sono mondiale, qui (re)mit enfin Paris - et la France - sur la carte des capitales musicales de la planète au milieu des années 80. Elle sera donc large-



majeures du répertoire de la musique de chambre aux côtés de six grands professionnels. Lors de ces académies musicales d'été, le public de la Cité de la musique sera convié à assister aux concerts, mais également à un grand nombre de répétitions. A tous ces projets s'ajoute la création d'ateliers destinés aux enfants. D'ores et déjà, depuis janvier 1994, la Cité de la musique a ouvert un atelier de gamelan, orchestre de percussions d'Indonésie. Cette initiation à la musique permet, en outre, aux plus jeunes de faire des progrès en matière d'écoute, de jeu collectif et d'interactivité.

D'autres enseignements musicaux sont prévus, notamment autour des percussions arabes et africaines. A une époque où le dialogue des cultures est une nécessité, ces ateliers doivent participer à la découverte des traditions non occidentales. La fête de la musique sera l'occasion pour tous les publics de faire connaissance avec le gamelan puisque la Cité de la musique proposera un concert au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, le 21 juin à 19 heures.

Dossier préparé par Françoise Roby

e la Fraternité

ment représentée au Bourget, à travers ses principaux porte-paroles : Khaled, bien sûr, l'Elvis oranais, son dauphin Cheb Mami, et le pionnier Idir ; Manu Dibango, en pleine euphorie grâce au succès international de son album Wakafrika, dont il reviendra tout juste d'assurer la promotion aux Etats-Unis, et son protégé, l'excellent Pascal Lokua Kanza ; les Antillais seront présents eux aussi, avec Malavoi endeuillé, Kali, sans doute remis de son passage à l'Eurovision il y a deux ans, Tanya Saint-Val et la partenaire de Philippe Lavil, Edith Lefel; sans oublier la chanson bronzée, représentée par Mano Solo, révélation de la saison, Rachel des Bois et Au P'tit Bonheur. Et comme le colonialisme a ses justes et sérieux retours de bâton, le rap n'a pas été omis, de I AM aux Last Poets fondateurs en passant par Soon E. MC et les lausannais Sens Unik. Le funk sera présent, en version originale avec Maceo Parker, compère de James Brown, comme sous-titrée par Sinclair, petit prince national, modernisé par les anglais Galliano, Urban Species et Keziah Jones et couronné par l'une des découvertes les plus intéressantes de la fin 1993, Morphine, entre lettre du jazz et esprit du rock, fascinant.



Sens Unik.

Enfin, partant du principe que l'intégration, européenne et plus, passe aussi par la reconnaissance des cultures intérieures françaises dans toute leur variété, on verra aussi les Bretons Tri Yann, le Basque Peio Serbielle et les Corses I Muvrini.

Et le premier cercle rocardien, Jean-Jacques Goldman, Johnny Clegg et Francis Cabrel et Yves Simon et La Mano Negra, et les habitués des déjeuners rue de Valois sous Jack Lang, où sont-ils ? Tou(t)bonnement occupés ailleurs, ou tontonmaniaques déçus réfugiés sur les listes régionalistes comme Renaud et Higelin, ou simplement invités-surprise ? Sans doute plutôt gardés en réserve, pour la présidentielle...

Yves Bigot

Le musée des musiques

2. 500 m2 d'expositions permanentes et 350 m2 d'expositions temporaires, voilà, en chiffres, le futur Musée de la musique dont l'ouverture est prévue en mai 1995. Il ne s'agit pas exclusivement d'une présentation de la "collection d'instruments" du Conservatoire de Paris créée dès 1795 par la Convention, mais d'un authentique musée de "toutes" les musiques. A partir d'une collection riche de quelque 4.500 instruments, c'est toute la musique occidentale de la Renaissance au XXe siècle qui est présentée. Le visiteur pourra parcourir cette histoire, organisée autour de dix œuvres clés situées dans un lieu symbole. Ainsi, en sera-t-il de l'Orféo de Monteverdi donné dans la salle du Palais ducal de Mantoue, de l'Alceste de Lully dans la cour de marbre à Versailles, de Dardanus de Rameau dans la salle du Palais Royal, de la Symphonie parisienne de Mozart dans la salle du Palais des Tuileries, de la Symphonie fantastique de Berlioz dans la salle du Conservatoire de Paris, de Robert le Diable de Meyerbeer dans la salle de la rue Le Peletier à Paris et Parsifal de Wagner dans la salle du Festspielhaus de Bayreuth, de la Symphonie avec orgue de Saint-Saëns dans la salle des fêtes du Trocadéro, du Sacre du printemps de Stravinsky dans la salle du théâtre des Champs-Elysées, et de l'Exposition de Kagel dans la salle de l'Ircam. A travers ce parcours sonore et visuel, par l'étroite corrélation entre l'œuvre et le lieu où elle est jouée, le public suivra l'évolution de l'écriture, des genres, de la facture instrumentale, ainsi que de la fonction de la musique dans la société.

Quant aux musiques venues d'ailleurs, elles seront mises en rapport avec les expositions universelles qui les firent découvrir. Quatre thèmes datés ont été retenus : le café tunisien (1867), les tziganes et la musique russe (1878), le gamelan javanais (1889), l'Afrique (1900). Cette évocation des musiques du monde permettra également d'introduire la musique du XXe siècle qui a fréquemment utilisé des instruments "exotiques" et puisé son inspiration dans des zones culturelles lointaines.

Bibliothèque Centre Pompidou

POLITIQUE INTERIEURE

Les partis tradi

Une gauche émiettée, les socialistes défaits, une droite divisée, le gouvernement contesté, des électeurs favorables à des candidats venus d'ailleurs et sanctionnant les partis classiques, les résultats du 12 juin brouillent les repères. Au contraire de celle du référendum sur Maastricht, cette campagne n'a pas suscité grand intérêt. Les Français se sont exprimés sur des débats nationaux plus que sur des projets européens. Les voix de droite ne dépassent pas les 48 % et la gauche se redresse globalement malgré ses divisions. Avant les enjeux de 1995, qui exigeront le rassemblement, les socialistes doivent savoir surmonter leur défaite et créer l'élan autour d'eux.



Fondation Jean-Jaurès

tionnels sanctionnés

Avec un scrutin à la proportionnelle à un tour, les élections européennes ne font pas le jeu des grands partis. Cette année, vingt listes se disputaient les voix des 39 millions d'électeurs, d'où des résultats fragmentés.

La participation électorale, en redressement par-rapport à celle de juin 1989 (+ 5 %), est le résultat d'un mécontentement plus fort contre le gouvernement d'Edouard Balladur que contre celui de Michel Rocard il y a cinq ans. Elle a encore été marquée par une meilleure mobilisation des milieux favorisés.

• Un redressement de la gauche mais un échec du PS

Avec 38,6 %, progressant de 4,9 % sur son résultat des européennes de juin 1989, et de 7,8 % sur celui du premier tour des législatives de mars 1993, la gauche confirme son redressement des dernières cantonales. Ce redressement ne profite pas à la liste socialiste qui n'obtient que 14,5 %, victime de la concurrence de Jean-Pierre Chevènement (2,5 %) et surtout de celle de Bernard Tapie (12 %). On observe que bien souvent la liste socialiste obtient des résultats très proches de ceux des candidats socialistes non députés sortants ou notables en mars 1993. Le PS continue à porter le poids de la gestion gouvernementale d'avant mars 1993. Ce sont, pour l'essentiel, les électeurs qui lui sont restés fidèles en 1993 qui ont voté pour lui cette fois-ci. Bernard Tapie a rassemblé un électorat plus jeune, plus populaire, moins politisé, et moins à gauche que celui du PS. Ce sont surtout des électeurs qui avaient voté à gauche en 1988, qui sont ensuite passés aux écologistes et surtout, pour les catégories les plus populaires, à la droite UDF-RPR et FN en 1992-1993, déçus par l'incapacité de la gauche à faire face à la progression du chômage. Ces électeurs déçus de la politique gouvernementale actuelle reviennent vers la gauche. Avec 6,9 %, le Parti communiste connaît un nouvel effritement, il est en recul de 0,8 % sur 1989 et ne profite pas, lui non plus, du redressement de la gauche.

• Un recul de la droite UDF-RPR et un échec de la liste Baudis

Avec un total de 37,8 % (Baudis : 25,4 % ; de Villiers : 12,4 %), la droite UDF-RPR-DVD obtient un mauvais résultat, en recul de 0,4 % sur celui déjà médiocre de 1989 et, surtout, très en recul sur celui du premier tour des législatives de mars 1993 (44,1 %). Elle a reperdu tous les électeurs de milieux populaires gagnés sur la gauche en 1993. A l'intérieur de ce total, le résultat de la liste dissidente de Ph. de Villiers illustre la montée du courant nationaliste et anti-européen qui s'est également fait une spécialité de la dénonciation de la corruption.

• L'échec des écologistes

Les écologistes divisés (GE : 2 %, Verts : 3 %) n'ont ensemble même pas totalisé 5 %. Ils ont reperdu vers la gauche une grande partie des électeurs gagnés sur elle aux européennes de 1989 et aux régionales de 1992. Revenus à un niveau proche de leurs scores habituels d'avant 1989 ils continuent cependant de représenter une force électorale non négligeable.

• L'effritement du Front national

Avec 10,6 %, le Front national est en recul de 1,1 % sur son résultat de juin 1989, de 3,3 % sur celui des régionales de 1992 et de 2,3 % sur les législatives de 1993. Cet effritement s'opère dans deux directions : dans les milieux favorisés au profit de De Villiers et dans les milieux populaires au profit de Tapie. On ne doit cependant pas exagérer la signification politique de ces pertes dans la mesure où ces deux phénomènes électoraux (Tapie et de Villiers) ne seront peut-être pas très durables.

• Echec des Chasseurs et de la liste Sarajevo

Avec 1,6 %, la liste Sarajevo n'obtient qu'un résultat marginal, peu en rapport avec son battage médiatique. Les Chasseurs échouent à franchir la barre des 5 % et stagnent à leur résultat de 1989.

• Conclusion : la droite à 48,4 %

Avec 48,4 %, l'ensemble de la droite française obtient son plus faible résultat électoral depuis 1981. Elle est redevenue minoritaire de par la déception et le mécontentement que suscite la politique menée par le gouvernement Balladur depuis un an. Ces élections ont également été marquées par une accentuation de la fragmentation politique que l'absence d'enjeux de pouvoir forts et l'organisation nationale du scrutin ont favorisée. Beaucoup d'anciens électeurs de gauche de 1988, déçus par la politique gouvernementale de la gauche puis par celle de la droite, ont trouvé dans le vote Tapie le moyen d'exprimer leur mécontentement et leur volonté de changement sans retourner au PS. Les résultats des cantonales ont montré que cet électorat n'est pas hostile au PS, que celui-ci a retrouvé sa capacité de rassemblement. Les européennes indiquent qu'il n'a pas retrouvé sa capacité d'attirance.

Pierre Martin

Renforcer la confiance des Français



Je veux commencer par remercier toutes celles et tous ceux qui, dans une conjoncture difficile, nous ont témoigné leur confiance.
Ces élections montrent une désaffection certaine vis-à-vis des messages européens proposés par les grands partis politiques. La droite se tasse, et c'est une sanction pour elle qui est au gouvernement. Certes, l'ensemble de la gauche progresse à nouveau. Mais c'est une gauche divisée, une gauche émiettée. Notre campagne a manqué d'audace. Les Français viennent de nous dire que nous n'avons pas parlé assez fort, que nous n'étions pas assez proches d'eux. J'en prends acte.
D'autres combats nous attendent. Dès le mois prochain, les socialistes ayant progressé dans de nombreux pays, nous allons, au Parlement européen, agir contre le chômage. En France, les Français ne nous écouteront à nouveau que si nous-mêmes savons mieux les écouter. C'est un défi pour toute la gauche qui doit, ensemble, dans une nouvelle alliance, retrouver à la fois le sens du concret, celui de l'espoir et celui de la morale.
Ma tâche et mon devoir sont là. Je les assumerai, en gardant à l'esprit que toute action politique exigeante comporte des hauts et des bas. Et c'est à renforcer la confiance des Français dans un rassemblement de toute la gauche que je mettrai, plus que jamais, toute mon énergie et toute ma force de conviction.

Déclaration de Michel Rocard
12 juin 1994 - 22 h 30



La gauche existe il faut la rassembler

Après les européennes arriveront la présidentielle et les municipales. Le Parti socialiste doit savoir tirer les leçons de l'échec pour pouvoir demain séduire et rassembler la gauche globalement en progression.

Implacable, l'arrivée des résultats des élections européennes fut rude, dimanche soir, pour les socialistes. Le chiffre de 14,4 % des voix est inférieur à celui que prévoyaient les plus pessimistes et les plus sévères sur le déroulement de la campagne. Le Parti atteint un de ses pires scores réalisé dans un scrutin national depuis bien longtemps. Surtout, il se trouve talonné par les résultats de la liste Tapie qui lui rafle dans plusieurs départements la première place à gauche. Et pour cause, Tapie a pris de très nombreuses voix socialistes dans les banlieues, les régions du sud et dans des catégories socio-professionnelles comme les ouvriers et les employés, et chez les plus jeunes.
Au lendemain de ce scrutin, la gauche n'a pourtant pas globalement souffert. Quand on additionne les scores des différentes listes qui peuvent apparaître comme composantes de la gauche et de ses différentes sensibilités pro-européennes, le résultat est réconfortant. En face d'une droite qui apparaît tirée vers l'extrême et comptant au mieux sur 48 % des suffrages, la gauche est certes très émiettée mais elle existe et dispose de potentialités indéniables puisqu'elle est en progression de cinq points depuis mars 93.
Le mode de scrutin des européennes ne donne que très peu d'atouts aux grands partis, c'est sûr. Il permet au contraire à toutes les initiatives, à toutes les personnalités de tenter la chance. C'est la démocratie à l'état idéal. Certains envisagent de la domestiquer par l'obligation de dépôts de signatures multiples ou de cautions financières. Le fait est là : vingt listes s'offraient au choix des électeurs et ce ne sont pas celles des grands partis qu'ils ont choisies en priorité.
Pour les socialistes, l'épreuve est encore plus dure. Le premier tour d'un scrutin, quel qu'il soit, lui est rarement très favorable. Notre parti est fort et efficace dans le rassemblement qui s'opère au second tour. Souvenons-nous des municipales et, plus récemment, des cantonales. L'élection européenne est sans doute la plus difficile pour un grand parti et un parti de rassemblement comme le PS. Il y a trois mois, en mars dernier, son score avoisinait au 2e tour les 29 %. Cette fois l'enjeu et le contexte sont bien différents. Et le résultat aussi.
L'échec de la liste conduite par Michel Rocard est grave pour la direction du parti comme pour les candidats. Elle montre que l'organisation de la campagne et les arguments développés pendant des semaines n'ont pas su trouver leur chemin, n'ont pas séduit et mis en confiance les électeurs habituels de la gauche. Notre argumentation était-elle trop compliquée, trop intellectuelle ? Notre langage pas assez clair ou insuffisamment adapté aux préoccupations des gens, à leur angoisse face au chômage, à l'exclusion, à l'époque inquiétante que nous vivons ? Le message sur l'Europe était-il assez évocateur par rapport à la perception de l'Union plutôt abstraite qu'en ont nos concitoyens ? Toutes ces questions doivent être posées comme doivent l'être toutes celles sur l'image que le Parti offre de la gauche et à la gauche, sur le message qu'il propose à ceux qui pourraient croire en elle parce qu'ils souffrent ou angoissent, sur l'avenir qu'il invente aux jeunes qui ont soif de rêve. Les leçons doivent être tirées de cet échec afin qu'il ne reste dans nos mémoires que comme un mauvais moment, un avertissement. Après tout, la démocratie implique aussi ce genre de désagrément, à nous de le transformer en simple péripétie. Le Parti socialiste est une organisation qui doit savoir vivre, résister et se montrer à la hauteur, au pouvoir comme dans l'opposition, porter haut la tête dans les défaites comme dans les victoires.
Car l'année 1995 nous apporte au moins deux scrutins encore plus fondamentaux pour notre parti et nos idées : la présidentielle et les municipales. Il s'agit de s'y préparer en sachant qu'ils seront, l'une et l'autre, des scrutins à deux tours, donc de rassemblement. La gauche alors ne restera pas émiettée comme elle apparaît aujourd'hui, elle se retrouvera. Encore faudra-t-il qu'elle puisse se rassembler autour du Parti socialiste et non être tentée par quelque populisme. Il faut se mettre à l'ouvrage, ce qui exige d'abord une remise en question, une forme d'humilité et de dépassement des habitudes de travail comme de pensée, une aptitude à imaginer un message nouveau, à formuler des idées, des propositions inédites et à savoir les exprimer. Face à une droite qui va se déchirer de plus en plus et se durcir pour suivre son électorat, la gauche doit rénover ses projets et préparer ses répliques. Un beau défi et un vrai combat.

Lyne Cohen-Solal

Fondation Jean Jaurès

La droite précipite la présidentielle

Les européennes sont une défaite pour la droite et notamment pour Balladur qui avait soutenu la liste Baudis. L'émergence du courant de Villiers devrait radicaliser le discours de la droite lors de la prochaine présidentielle et accentuer les divisions au sein de la majorité.

Les élections européennes ont infligé une véritable gifle à la majorité. En ne recueillant que 25,5 % des voix, la liste Baudis a essuyé un échec cuisant. Car elle était soutenue par deux partis, le RPR et l'UDF, par un très grand nombre de parlementaires et par un gouvernement conduit par un Premier ministre qui conserve une forte cote de popularité. Tous ces atouts n'ont pas empêché la majorité de perdre dix points par rapport aux espoirs qu'elle nourrissait au début de la campagne. La déconvenue est beaucoup plus importante que celle des socialistes. Elle relève de la chute vertigineuse.

Plus inquiétante est l'émergence d'un nouveau courant au sein de la droite : celui de Philippe de Villiers. Très fortement réactionnaire, soutenu par Pasqua, il diffuse une idéologie très proche de celle de Le Pen. Lors de ces élections européennes, il n'a pas mordu sur l'électorat du Front national mais il a gagné sur celui de la droite classique. Résultat :la sensibilité de la droite extrême (Le Pen et de Villiers) totalise près de 23 %. Elle s'érige en force qui ne manquera pas de peser sur le contenu du ou des programmes des candidats de la majorité à la prochaine présidentielle. Ceux-ci devront radicaliser leurs discours pour chasser sur les terres de Le Pen et de Villiers. De quoi accentuer les divisions à droite avec les tenants d'une philosophie plus libérale ou centriste.

L'échec de la liste Baudis repose la question de la stratégie de la majorité pour l'échéance de 1995. Manifestement, une candidature unique permet de libérer un espace qui favorise une poussée de la droite extrême. Seul Balladur peut encore rêver d'être l'unique champion de la majorité. Giscard a d'ores et déjà annoncé que l'UDF devait avoir un candidat. Et Chirac passe son temps à peaufiner son projet et à consulter. Le Premier ministre, qui ne tient pas l'appareil du RPR, aura bien du mal à faire aboutir sa candidature parmi les "compagnons". Les sondages et le soutien d'une partie de l'UDF lui seront-ils suffisants ? On peut en douter. Toujours est-il que le débat sur les primaires s'est enlisé. Bref, la concurrence pour la course à l'Elysée sera impitoyable dans la majorité. Sans oublier Le Pen et peut-être aussi de Villiers, dopé par son résultat dans l'électorat de la droite classique. Les grandes manœuvres ont déja commencé... A l'Assemblée, vingt-sept députés du PR, partisans d'une candidature unique de la majorité ont tenté de démissionner, mardi, du groupe UDF pour constituer un groupe autonome intitulé "Républicains et indépendants". L'opération a échoué provisoirement. Mais elle pourrait rebondir à la fin du mois. Les élections européennes laisseront des traces au sein de la droite...

Jean-Pierre Bedeï

Vendredi
30%
DE RÉDUCTION SUR UN ABONNEMENT
1 AN 280 F

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi

Mme. Mlle. M. Nom .....

Adresse .....

..... Ville .....

Code postal..... Signature

Vous règlerez plus tard, à réception de la facture.

COUP DŒIL

Le pire est arrivé.
Et bien sûr cela ne profite à personne à gauche.
Ceux dont c'est la pente baisseront les bras après ce nouveau coup si cruel et humiliant.
D'autres chercheront des boucs émissaires et des hommes providentiels. Pour moi, le bon sens et le devoir commandent d'avoir à relever la tête et les yeux.
Si grandes que soient nos difficultés, les raisons de se battre n'ont pas diminué et les moyens de succès sont toujours là.
La gauche est émiettée ? Mais le total progresse.
La droite se droitise ? Mais elle recule et se déchire.
Quels que soient les bulletins de vote, la gauche est bien là, jeune, populaire, combative. Et la société toute entière manifeste un rejet des routines politiques qui préfigure toujours dans notre pays les grands élans : pour le meilleur ou pour le pire...
que les héros fatigués dégagent la piste.
Le plus grand nombre des nôtres est prêt au dévouement et à l'action.
Ils ne se résignent pas à devenir les gardiens du cimetière des espérances déçues.

Jean-Luc Mélenchon

LE CHÔMAGE ET COMMENT LE COMBATTRE

Un traitement de choc est né

Au lendemain des élections, André Gauron, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy et auteur de "Chômage demande traitement de choc", combat l'idée de dérégulation prônée par l'OCDE. Il y a urgence à aborder le problème du chômage avec d'autres analyses que celles utilisées jusqu'ici, et à reparler de croissance.

Que pensez-vous de l'unanimité avec laquelle tous les gouvernements ont applaudi le rapport de l'OCDE ?

André Gauron : Je trouve ce consensus inquiétant. Voilà dix ans que l'OCDE répète qu'il faut déréguler pour résoudre le problème du chômage. Cette politique a été largement appliquée mais le chômage continue d'augmenter. Plutôt que de se demander si ce n'est pas la dérégulation elle-même qui est une fausse solution, l'OCDE propose de franchir une étape supplémentaire et de faire sauter les deux derniers remparts auxquels la déréglementation se heurte depuis dix ans, le salaire minimum et les systèmes de protection sociale.

La croissance et le plein-emploi de l'après-guerre reposaient sur une régulation fondée sur des conventions collectives qui constituaient un élément clé de la perspective à moyen terme des entreprises. Celles-ci fixaient une norme d'évolution salariale, liée à l'évolution de la productivité, et les entreprises étaient mieux en mesure de faire des anticipations sur la demande potentielle, leur propre activité, leurs investissements.

L'OCDE propose de supprimer toute idée de norme collective. On entre alors dans un système économique où l'imprévisibilité devient la règle. On en a vu le résultat entre les deux guerres. C'est la déflation, c'est-à-dire la contraction de la masse salariale qui entraîne celle de la consommation des ménages et donc celle de l'activité, et le développement du chômage.

La construction européenne a été voulue pour avoir davantage d'activités, donc plus d'emplois. Vous affirmez pourtant qu'elle conduit au sous-emploi. Pourquoi ?

A. G. : Nous avons une intégration économique et une non-intégration monétaire. En 1989, quand on a libéré les mouvements de capitaux en Europe, tout le monde était conscient du fait que cette libéralisation devait s'accompagner d'une politique monétaire européenne. Mais, contrairement à ce que beaucoup de gens croient, on ne passe pas à la monnaie unique en 1997/1999, on prend la décision d'entrer dans une phase qui conduit à la monnaie unique. Cette phase peut durer cinq ans, vingt ans. Nulle part dans le Traité n'est dit à quelle date se fera le passage effectif.

Avec la monnaie unique, on a choisi l'avenir, mais on n'a pas réglé les problèmes du présent et l'on a abouti à un paradoxe. Alors que l'économie européenne est intégrée et que les relations monétaires de la Communauté avec l'extérieur sont équilibrées globalement, chaque pays continue d'avoir une politique monétaire nationale imposée par la recherche de l'équilibre de la balance des paiements.

Les politiques économiques internes sont plutôt en-dessous du potentiel de croissance de la Communauté. Nous générons ainsi un sous-emploi permanent en Europe.

Certains ont mis en cause l'orthodoxie monétaire du gouvernement Bérégovoy. Ils préconisent même une sortie du SME et une dévaluation de fait.

A. G. : Je récuse cette analyse. Il n'y a pas de défense du pouvoir d'achat sans stabilité monétaire : ce fut l'objectif de Pierre Bérégovoy. D'autre part, les problèmes monétaires que nous rencontrons sont liés au choix fait en matière de construction européenne et non à la politique du franc dans cette construction. Toucher l'un sans transformer l'autre ne sert à rien. Tant que nous avons, les uns et les autres, des contraintes monétaires nationales qui conduisent à des politiques plutôt restrictives, on s'enfoncera de plus en plus dans la récession.

Comment s'en sortir ?

A. G. : La monnaie unique a deux aspects, l'un interne et l'autre externe. Dissocions-les. C'est la proposition avancée d'abord par la France, puis par d'autres pays européens dont l'Espagne. Il est urgent d'avoir dès maintenant une monnaie unique externe, une politique monétaire européenne qui nous permette d'influer sur les cours du dollar et du yen et une seule contrainte des paiements, au niveau de la Communauté et non plus à celui de chacun des Etats. En reportant la contrainte des paiements au niveau de l'Union, on libère les potentialités internes à l'Europe. Les résultats des élections européennes le confirment : il y a urgence à aborder le problème du chômage avec d'autres solutions que celles mises en œuvre jusqu'ici.



cessaire

Cela ne suffit pas. Comment relancer la dynamique de la consommation ?

A. G. : Il ne peut pas y avoir de politique nationale, isolée, quelle qu'elle soit. Il faut des politiques européennes, utilisant les trois leviers traditionnels : monétaire, budgétaire, salarial. Le levier monétaire, pour mettre fin à la sous-compétitivité européenne du fait de la sous-évaluation du dollar. Le levier budgétaire ensuite : il faut avoir le courage de regarder en face un phénomène nouveau par rapport à l'après-guerre, celui de la charge de l'endettement public des Etats. La charge des intérêts est supérieure à 10 % dans la plupart des Etats, et va parfois jusqu'à 20 %. Il faut transférer cet endettement au niveau européen et le reconvertir en écus. Il faut, enfin, une politique des revenus, une négociation salariale européenne de façon à afficher une norme d'évolution des salaires en Europe. Celle-ci peut avoir des modulations différentes en fonction des niveaux de productivité des différents pays, mais elle offrira une perspective aux salariés et aux entreprises. Il ne s'agit pas d'augmenter les salaires uniquement en France, mais dans l'ensemble de l'Europe.

Est-ce possible ?

A. G. : Si les forces sociales, socialistes, ne sont pas capables de se mobiliser sur les objectifs qui sont la condition du retour vers le plein-emploi, cela veut dire que les forces progressistes européennes se sont résignées au chômage. Je n'en n'ai pas le sentiment. Les métallurgistes allemands ont engagé des négociations sur la base d'augmentations de salaire de 5 à 6 %, ils ont obtenu 2 % et un certain nombre de satisfactions en matière d'emploi et de temps de travail. Ils ont fait des choix dans l'évolution de la masse salariale entre ce qui permettait de préserver à la fois l'emploi et le pouvoir d'achat à un moment donné.

Alors qu'on parle plutôt de partage -partage de l'emploi, partage des revenus-, vous préconisez plutôt l'accroissement.

A. G. : C'est vrai. C'est une différence importante. Il n'y a de retour possible au plein-emploi que s'il y a dynamique. La dynamique, ce n'est pas de partager un gâteau qui n'augmente pas, c'est de faire en sorte que le gâteau augmente. Les progrès techniques continuent à générer des gains de productivité importants. Si cette richesse supplémentaire n'est pas redistribuée en augmentations, à proportion des gains, nous nous trouvons dans une situation de déséquilibre dans laquelle il y a trop de profits et pas assez de consommation des ménages.

C'était la clé de l'après-guerre. Il y a nécessité que la croissance donne lieu à une juste répartition mais c'est une erreur de ne parler que de la répartition sans parler de la croissance. Il ne faut pas répartir la stagnation, il faut répartir l'accroissement des revenus, l'augmentation de la production et donc des gains de productivité.



Faire en sorte que le gâteau augmente pour relancer la consommation des ménages.

On dit beaucoup, et l'OCDE en premier, que le coût du travail est trop élevé.

A. G. : L'Europe a effectivement vu sa compétitivité s'affaiblir par rapport aux Etats-Unis, entre 1987 et 1993, selon une étude de la Communauté, mais plus des deux tiers de cet affaiblissement proviennent de la baisse du dollar. Autrement dit, s'il y a un problème de coût en Europe, il n'est pas lié à un coût du travail qui serait trop élevé par rapport à celui de nos concurrents, mais au fait que les parités monétaires ne sont pas à un bon niveau. A quoi sert de demander aux salariés de faire un effort sur leurs salaires en bloquant leur évolution pour gagner 3,5 % si, au même moment, le dollar peut dévaluer de 20 % sans crier gare ?

Et le salaire minimum que l'OCDE souhaite supprimer ?

A. G. : Veut-on revenir à une situation où il n'y aurait plus de règle de formation des salaires et où l'on pourrait payer les gens n'importe comment ? Personne ne le souhaite. La preuve, tout le monde pense qu'il faut assurer aux sans-emploi un minimum vital. Mais si le salaire devient inférieur au revenu minimum, pourquoi les gens iraient-ils travailler ?

Pour l'OCDE, il vaut mieux avoir des salariés avec des salaires très faibles plutôt que des chômeurs avec des indemnités compensatrices. C'est un choix libéral. L'OCDE poursuit une politique déflationniste. En faisant baisser les salaires et la protection sociale, cette politique conduit à une réduction de la consommation globale des salariés. Si on le fait, il y aura moins d'activité, et donc plus de chômage.

Dans quels secteurs la demande est-elle susceptible d'évoluer ?

A. G. : Il existe des potentialités de demande dans le secteur des services et des biens liés à l'activité de loisir, qu'il s'agisse de divertissement, de sport, de culture, etc. Ils ont besoin de temps pour être consommés alors qu'après-guerre, les biens d'équipement ménager économisaient le temps. Les créations d'emplois qui accompagneront la réduction du temps de travail proviendront du développement de ces nouveaux secteurs. Mais tant qu'on aura l'idée qu'il faut avoir, en contrepartie, une augmentation de l'emploi dans la même entreprise, il n'y aura pas de réduction du temps de travail possible. Il faut accepter que des emplois soient perdus dans certains secteurs -ils l'ont d'ailleurs déjà été- et créés dans ceux qui satisferont une demande nouvelle.

Cette demande pose notamment un problème d'organisation des rythmes sociaux. Certains devront travailler pendant que d'autres se divertiront. Nous avons hérité d'une société où le temps est rigide. On travaille tous en même temps, on s'arrête tous en même temps. L'avenir sera un mélange des deux. Les blocages ne se trouvent pas seulement dans l'entreprise. Il y a, aussi, des blocages sociaux à la réduction du temps de travail.

Propos recueillis par Monique Grima

(1) "Chômage demande traitement de choc", André Gauron, Editions Balland, 210 p., 90 F.

VILLEURBANNE ET LES JEUNES

En quête de citoyenneté

A travers le Comité consultatif de la jeunesse, les jeunes villeurbannais deviennent des acteurs à part entière de la vie de la cité.



Cette structure originale joue un rôle essentiel en offrant aux jeunes la possibilité de prendre en main leur citoyenneté. Ils sont presque tous là : Frédéric, Mohamed, Patricia... et les autres, réunis en séance plénière du Comité consultatif de la jeunesse. L'ordre du jour est chargé mais pas question de bâcler le travail. Les membres de ce comité viennent d'horizons divers, mais ils sont tous animés par la même volonté : celle de vivre pleinement leur ville, d'y être actifs et de ne pas laisser les autres décider à leur place. Pour Charlotte (21 ans, étudiante), "cette structure permet de parler des ses préoccupations et de rencontrer d'autres jeunes". "Le comité, surenchérit Malika (23 ans, étudiante et comptable) nous ouvre d'autres perspectives et nous intègre complètement dans la ville". "Je suis venue, insiste Nadia (17 ans, lycéenne) parce que l'idée qu'on écoutait les jeunes m'intéressait". "Notre rôle est d'informer, poursuit Michel (22 ans, étudiant), de dialoguer avec les jeunes, de répondre à leurs besoins en proposant des actions". "Nous travaillons à renforcer notre citoyenneté" continue Karim. Cet étudiant de 24 ans sait bien de quoi il parle. Il est président de l'association de jeunes "L'Activ", située au cœur d'un quartier de la ville longtemps jugé difficile. "A travers des activités conviviales et sportives, explique-t-il, nous avons redynamisé le quartier. L'association est devenue un relais pour l'ensemble des jeunes. Nous sommes quatre bénévoles et nous nous battons pour éviter la rouille, éviter que les jeunes s'ennuient. Il est toujours possible de faire autre chose que casser. Ici, les jeunes en ont pris conscience. Il y a dix ans, le quartier avait une image de ghetto, ce n'est plus le cas. Mais nous savons qu'aujourd'hui la plus grosse difficulté à surmonter reste le chômage."

Reconnaître les jeunes

Ce Comité consultatif de la jeunesse ne s'est pas constitué par hasard. La municipalité conduit depuis longtemps une réflexion globale autour de la jeunesse, notamment à travers l'association "Déclic Villeurbanne Jeunes", présidée par Anne-Marie Benhayoun, élue au Conseil municipal. "Déclic" est aujourd'hui l'outil privilégié de la politique jeunesse de la ville (1). Son objectif essentiel est de favoriser la citoyenneté des jeunes, de renforcer leur place et leur participation dans la cité. L'association apporte également un soutien technique et logistique aux différents groupes de jeunes et propose des animations traditionnelles comme par exemple "été-jeunes". "Toutes nos actions, souligne la présidente, se font en totale concertation avec les jeunes. Rien n'est imposé".

En 1992, Villeurbanne a été la seule ville de la région à célébrer le bicentenaire de la République. "Déclic" avait organisé un forum des jeunes citoyens ponctué de débats. Les jeunes participants y ont exprimé leur envie et leur besoin de poursuivre le dialogue. Cela s'est concrétisé en novembre 1993 par la création du Comité consultatif de la jeunesse. Une entité quasi unique qui réunit une trentaine de participants de 16 à 27 ans et qui réfléchit sur la place des jeunes dans la ville. Un travail aujourd'hui totalement pris en considération par la municipalité. "Notre volonté, explique Gilbert Chabroux, maire de Villeurbanne, est de reconnaître les jeunes, nous avons trop tendance, à minimiser leur rôle et à décider à leur place. Les jeunes ont des attentes spécifiques et les élus doivent tenir compte de leurs opinions".

Le Comité consultatif de la jeunesse possède son propre budget et fonctionne de façon autonome. Les élus n'y ont pas leur place, il n'a aucun chaperon. Le comité est composé de trois collèges : associations, individuels et lycéens. Il se réunit une fois par mois en séance plénière et l'ensemble des participants décide de l'ordre du jour. La présidence de séance est tournante. En dehors des séances plenières, les jeunes travaillent en commission : culture, communication, événements et fêtes, "Dazibao" (le journal du comité, véritable lien avec les jeunes de la ville), relations intérieures et accueil des nouveaux membres. Dans chaque commission, se retrouvent des représentants des trois collèges.

La caisse de résonance

Les travaux du Comité sont variés. Actuellement, il réfléchit à l'accessibilité aux jeunes des lieux culturels de la ville. Il rendra compte au maire de son travail .

Des projets sont à l'étude comme, par exemple, l'idée d'un café-musique "qui ne soit pas seulement un lieu de consommation mais qui favorise les échanges". Le comité est un outil qui fonctionne et qui a fait ses preuves, mais ses membres se demandent aujourd'hui comment être davantage la caisse de résonance des jeunes de la cité. "Il ne suffit pas d'être reconnu par les politiques, il faut aussi l'être par les jeunes, qu'ils viennent à nous". Le comité est sans cesse sur la brèche. "Pas question d'être passifs et d'attendre, il faut toujours aller plus loin".

Chrystie Lipani

(1) Il existe d'autres structures comme le Conseil communal de prévention de la délinquance, les centres sociaux... Le conseil d'administration de "Déclic" est composé d'élus, de "personnes ressources" (des associatifs ou des professionnels qui travaillent avec les jeunes), et de quatre jeunes membres du Comité consultatif de la jeunesse. L'association perçoit une subvention municipale de 1.300.000 francs.

La boutique de Vendredi

Le top de la sélection : une traductrice parlante

Vous serez étonné par les performances de cette petite merveille de l'électronique qui vous parle avec l'accent approprié, en anglais, italien, allemand et espagnol, grâce à sa voix humaine numérisée. Cette traductrice est un outil pédagogique qui vous permettra de faire des progrès incroyables en un rien de temps grâce à ses étonnantes fonctions :

- Vous entrez un mot (mémoire : 10.500 mots) dans la langue de votre choix, et aussitôt elle le traduit en l'affichant sur son écran et le prononce dans la langue que vous aurez choisie (haut-parleur incorporé ou écouteur).
- Cette traductrice vous donne tous les homonymes du mot traduit dans la langue choisie.
- Elle construit et traduit même des phrases entières, 65.000 au total, et c'est vous qui décidez de sa voix : féminine ou masculine. Entrez un mot, elle va vous proposer des phrases construites autour de celui-ci. Et, pour vous sortir de l'embarras, la traductrice possède 5 rubriques spécifiques avec 50 phrase-types : nourriture, shopping, assistance, social, et courtoisie.
- Elle possède une fonction éducative "parlez et apprenez" pour vous apprendre une langue ou vous perfectionner tout en vous amusant.
- Fournie avec housse de protection, écouteur et notice d'instructions.



Traductrice parlante	Quantité	Prix unité	Prix total

Nom.....Prénom.....

Votre adresse: .....

..... tél. : .....

Frais d'expédition inclus. Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de

"Vendredi", 10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Tél. : 45 56 79 03

Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine seulement.

Offre garantie jusqu'au 30 juin.

Fondation Jean-Jaurès

DU 1ER AU 6 JUILLET 1994

Orléans' Jazz



BARBARA BEST SINGERS - ORLANE
AL JARREAU - JOHN HENDRICKS & CIE
ZIG ZAZZ - TOURE KUNDA - NOUGARO
TOOTS THIELEMANS BRAZYL PROJECT
OMNIBUS - WYNTON MARSALIS SEPTET
JEAN-JACQUES RUHLMANN - AL GREEN
PAT METHENY/JOHN SCOFIELD QUARTET
JACQUES LOUSSIER TRIO - M.N. BLUES
GEORGES MOMBOYE - LUCKY PETERSON

Renseignements et réservations :
FNAC 36 53 10 10
OFFICE DU TOURISME : 38 53 05 95
SDC : 38 53 27 13

A Paris
et en région parisienne :
dans tous les magasins FNAC.
Par MINITEL : 3615 code FNAC

CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA ROCHE-SUR-YON

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
de la Roche-sur-Yon (Vendée)
recherche son

Directeur (H/F)
du secteur Retraités Personnes Agées

dans le cadre d'emplois des Attachés Territoriaux de la Filière Administrative, par mutation, détachement ou sur liste d'aptitude (Attaché ou Attaché Principal).

Missions
- Concevoir et proposer, dans le cadre des orientations municipales définies par le schéma gérontologique local, le développement d'une démarche proche des besoins de la population.
- Diriger et organiser la mise en œuvre de cette politique sur les plans technique, administratif et financier (M12 et M21) à partir des structures et services existants :
  - maintien à domicile (72 agents),
  - 4 résidences personnes âgées dont 2 médicalisées (129 agents pour 320 résidents).

Qualités requises
- Cadre expérimenté et motivé ayant un sens aigu des relations humaines.
- Qualités d'encadrement et de management éprouvées.
- Grande rigueur d'organisation administrative et financière.
- Connaissances et expériences en gérontologie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre curriculum-vitae,
avant le 15 juillet 1994,
à Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines, BP 829 85021 La Roche-sur-Yon cedex.

Sud de la France
Syndicat Intercommunal
recrute
un ingénieur
chargé de la Direction technique et administrative du Syndicat.

Les candidatures avec CV sont à adresser à :
"Vendredi"
10, rue de Solferino - 75007 Paris
sous référence 23301

Vous recrutez
PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"
☎ 45 56 78 57

DISTRICT DE MIMIZAN

Landes
10.000 habitants
recrute
un Chargé de mission économique

- Formation supérieure.
- Contrat de 3 ans renouvelable.

Candidatures à adresser,
avant le 1er juillet 1994,
à Monsieur le Président du District Maison du District BP 44 - 40200 Mimizan.

EMPLOI

JF dispo. et exp. ch. (pr juillet / août) travaux de frappe (thèses, mémoires, scenario...). Macintosh, imprimante laser. Excellente ortho. (1) 43 06 75 83 (rép.)

H form. Eco. Soc., ex-att. parlementaire et ch. mission coll. territoriale, cycle perf. ENA. Ch. poste coll. locales - organisme dvt local : dir. cab., ch. mission communication, rel. publiques. Préf. : Bretagne, Grand Ouest, Paris. (16) 96 70 34 49 (rép.)

Rédacteur Principal. Bonne connaissance de la Fonction Publique Territoriale. Préférence régions 93, 94, 77. (1) 64 68 29 51

Editions Martinsart rech., pour la diffusion de ses produits, VRP exclusifs régions Centre / Sud-Ouest / Nord. Env. CV + lettre + photo 58, rue Capucins 41200 Romorantin.

Prof. réalise ts travaux de frappe et m. en page (mém., thèse, broc., doc). Travail soigné, impression laser. (1) 60 08 56 33

JH Maîtrise Droit public, dégagé oblig. militaires, ch. poste collectivité locale ou cabinet. Dispo. immédiate. (16) 35 45 93 46

JH 29 ans. Maîtrise Droit et Sc.Po. Paris, 3 ans exp. prof. chargé d'études, ch. poste dir. cab., att. parlementaire, chargé mission éco. comm. (1) 45 77 53 23 (rép.)

JF, secrétaire rédac. exp., ch. travaux correction, révision, rewriting. Mac. Soin et ponctualité. (1) 42 05 86 33 av. 10h / ap. 20h.

IMMOBILIER

Je vends

Gde maison ds village Midi, 25 km Cap d'Agde, 30 km Montagne Noire. 4 chambres, cuis. s. manger, séjour, terrasse, cour, garage. 400.000 F. (16) 66 64 36 91 ou (16) 67 39 02 01

Narbonne Plage. Vends T2 meublé éq. 4 personnes, état except. SH 28m2, terr. 6m2, parking privé, vue mer, plage 100 m, CV 200 m. Prix : 250.000 F. (16) 66 50 24 49 (HR)

Je cherche

JF cherche pr durée études Paris sutdio non-meublé, quartier latin ou proximité. A partir sept. 94. (1) 44 26 45 29 (soirée) ou (16) 77 22 70 36

VACANCES

La Rochelle, Marais Poitevin. Camping en ferme d'accueil. Loue caravane, WE, semaine. Jeux, vélo, chevaux, table d'hôte. (16) 46 01 82 98 / fax : (16) 46 01 82 99

Bretagne La Forêt-Fouesnant (Sud-Finistère). Maisons à louer à la semaine (4 à 6 personnes). 1 km de la mer. (16) 98 56 97 99

Finistère. Loue gde maison campagnarde rénovée. 8 pers., calme, confort, cheminée, mer à 2 km. 3.000 F / semaine du 20/06 au 09/07, du 23/07 au 13/08 et après le 27/08. (16) 98 89 91 18

Danemark. Loue confortables chalets sur la riviéra danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris. (16) 53 40 92 00

Randonnées "Observation faune sauvage" au pays des Grands Causses / Gorges du Tarn. Gîte d'étape Le Menial Les Vignes 48210 Ste-Enimie. (16) 66 48 81 75

Landevennec, Finistère, presqu'île de Crozon (50 km Brest / Quimper). Hôtel-Restaurant de charme. Chambres avec vue sur la mer, calme. Poss. randonnées pédestres, équestres, VTT. Ouvert toute l'année. (16) 98 27 70 83

Randonnez au soleil des Hautes-Alpes. Au cœur du Parc régional du Queyras, un gîte d'étape et un hôtel **, sauna, tennis gratuits. La Maison de Gaudissard (centre ANCEF) 05350 Molines-en-Queyras. (16) 92 45 83 29

Votre petite annonce dans "Vendredi". 120 F le passage, 200 F les 2.

Randonnées ou séjours dans le Parc régional du Pilat (42220). Auberge au calme. 1/2 pens. : 120F/jour. (16) 77 39 16 52. Thelis-la-Combe

Portugal, 50 km Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer. (16) 53 40 92 01

33 Soulac s/Mer, loue villa 1900 centre 300 m plage, calme, 5 chambres, pour 9 personnes, petit jardin. 1.600 F / semaine du 11 juin au 9 juillet, 2.400 F / semaine du 16 août au 4 septembre. (1) 43 20 55 33 (soir)

DIVERS

A vendre (force majeure) matériel d'animation comprenant train touristique, manège structure gonflable. (16) 28 69 07 72

AUTO MOTOS

A vendre R19 Prima diesel, 1992, 125.000 km. Très bon état. (1) 60 08 56 33

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

NOS TARIFS 94 :

le module : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces
10 rue Solferino, 75007 Paris
Tél.: (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

Comment repenser la démocratie ?



Le débat démocratie-totalitarisme a dominé ce siècle. Mais la chute du communisme ne met pas, comme les plus optimistes l'espéraient, un point final aux interrogations sur la démocratie. Les résurgences nationalistes fascisantes, la crise de la démocratie représentative, la montée de l'exclusion, conséquence de la domination d'un marché débridé, appellent à de nouvelles définitions pratiques. Alain Touraine et Joël Roman analysent les enjeux auxquels nos démocraties sont confrontées.

Votre livre s'intitule "Qu'est-ce que la démocratie ?"(1) Le débat sur la démocratie retrouverait-il une nouvelle jeunesse ?

Alain Touraine* : Vivant dans un siècle où le totalitarisme a été très présent, nous sommes très sensibles à la conception anglaise de la liberté négative : un régime où nul ne peut arriver au pouvoir ou s'y maintenir contre la volonté de la majorité. Mais si nous sommes déjà contents de n'avoir pas de dictateur nous pourrions espérer une société un peu plus juste... Cependant, le concept de liberté positive, le gouvernement du peuple, a été tellement perverti que le mot "démocratie populaire" fait froid dans le dos. Mais, finalement, les définitions comptent moins que les actes : les raisons pour lesquelles des gens prennent leur fusil ou descendent dans la rue pour défendre la démocratie menacée.

A la fin du XVIIIe siècle, Français et Américains ont élaboré une conception révolutionnaire : l'idée que l'ordre politique devait détruire l'ordre social, comme l'ordre de l'égalité renversait l'ordre de l'inégalité ; le monde de la liberté remplacer celui de la tradition, du droit divin ou de l'absolutisme monarchique. Cette conception aristotélicienne -le politique au-dessus et d'une autre nature que le social- c'est l'idée de Jean-Jacques Rousseau, de Hobbes. La démocratie repose sur la souveraineté populaire : l'idée que l'humanité renverse l'ordre existant et le reconstruise sur des principes universalistes par le moyen de la loi se retrouve dans les Déclarations des droits de l'homme. C'est la conception républicaine de la nation, au sens ancien de collectivité des citoyens.

Cette conception républicaine est-elle toujours valable dans le monde d'aujourd'hui ?

A. T. : Dans un monde envahi par les religions et les nationalismes, il faut réaffirmer cette conception républicaine, mais elle a évolué vers la droite. Aujourd'hui, le plus républicain des Français, ce serait Pasqua ! On ne peut discuter l'absolue nécessité des droits universels mais il faut que, suivant le mouvement de la société, ils s'inscrivent dans des situations particulières. Impossible de rejeter le modèle républicain, sans la souveraineté populaire rien ne tient, mais il faut rendre concret ce modèle abstrait. Je suis solidaire des critiques du mouvement ouvrier à la bourgeoisie républicaine. Une de ses premières mesures a été l'interdiction par la Commune de Paris du travail de nuit des ouvriers boulangers. L'interdiction du travail de nuit des femmes ou les lois sur les mineurs ou sur les professions dangereuses visent des groupes particuliers. Le mouvement ouvrier s'est formé contre l'esprit jacobin en affirmant que les droits universels devaient se traduire par des mesures discriminatoires en faveur des plus faibles : l'égalité devant l'impôt, l'octroi d'indemnités de chômage sont normal. Notre histoire démocratique depuis cent ans consiste à faire appliquer les droits universels dans des sociétés sociales concrètes, dans des situations nationales particulières -le droit des ▶

peuples à disposer d'eux-mêmes -dans des situations de rapport de sexe- la défense des femmes contre une domination masculine.

La démocratie consiste à faire vivre sous les mêmes lois des gens de croyances, convictions et intérêts différents, formule qu'on retrouve dans le dernier livre de John Rawls ; ou, comme le disent les petits "beurs" : vivons ensemble avec nos différences. Le problème c'est d'incarner la liberté et l'égalité dans une société de changement et de diversité.

Deux positions sont à rejeter. L'une, c'est le différentialisme : réduisons l'élément commun au minimum, ce que les Anglais appellent une démocratie procédurale. L'autre, c'est la prédominance absolue du marché : que chacun vive comme il veut, cette conception menant au "politiquement correct", au multiculturalisme extrême est dangereuse. C'est gentil de dire le marché et la tolérance vont régner, mais ce n'est pas ce qui se passe dans les rues où Jamaïcains et Bengladeshi, Noirs et Juifs à Brooklyn se tapent dessus. En réalité, cela fait une société de ségrégation, de racisme. Est-ce que la démocratie, c'est chacun chez soi et on se tire dessus de fenêtre à fenêtre ? Inversement, il faut bien choisir : je vais voir l'exposition des Taïnos au Petit-Palais, mais ce n'est quand même pas ma culture, je peux la reconnaître et la respecter mais je ne vis pas dedans.

Comment vivre ensemble avec nos différences ?

A. T. : J'emprunte à Charles Taylor, le philosophe canadien, le concept de reconnaissance politique. Je préférerais que l'on parle de reconnaissance plutôt que d'intégration. L'immigré doit être reconnu non dans sa différence, mais dans son effort propre pour combiner sa différence avec l'universalité des droits de l'homme. Je définis la démocratie comme la politique du sujet. La démocratie est le régime qui permet au plus grand nombre possible d'individus de développer dans la plus grande mesure possible la construction de leur vie, et ce droit je le reconnais à tous.

La conception révolutionnaire considère que la raison l'emporte, le reste ne compte pas. Pas question de renoncer à la raison, je suis anti-anti-rationaliste. Mais on a dit, l'homme est rationnel, la femme irrationnelle, l'adulte est rationnel, l'enfant irrationnel, l'entrepreneur est rationnel, l'ouvrier irrationnel, l'Européen est rationnel, le colonisé irrationnel. C'est inacceptable. Il faut considérer chaque individu, chaque catégorie sociale, comme étant, de manière différente mais toujours selon le schéma général, des entités qui concilient l'universel et le particulier.

Je vous reconnais, non dans votre différence mais dans ce que vous avez de commun avec moi. L'idée de la purification ethnique à la Milosevic, une société homogène définie par l'appartenance à l'ethnie, l'élimination des minorités, c'est la quintessence de l'antidémocratie.

Je préfère que l'on parle de reconnaissance plutôt que d'intégration. L'immigré doit être reconnu non dans sa différence, mais dans son effort propre pour combiner sa différence avec l'universalité des droits de l'homme.

Vous essayez, comme John Rawls, de concilier liberté et égalité...

A. T. : Toute théorie moderne de la démocratie est une théorie de la combinaison et de la conciliation. En proclamant Liberté, Egalité, Fraternité, nos ancêtres affirmaient qu'il n'y avait pas de principe unique mais une combinaison. Cette définition est indépassable. La démocratie c'est ce qui permet de concilier liberté et égalité, la solidarité pour parler en termes d'aujourd'hui. Il faut que les droits des minorités soient respectés par une majorité. Mais si je donne des droits illimités à la minorité elle n'appartient plus à une société, elle n'est plus minorité. C'est la majorité qui doit fixer les conditions dans lesquelles les droits des minorités seront respectés, mais cette majorité est, par nature, changeante : majorité aujourd'hui, minorité demain. Sur le marché, ma position est plus radicale. La logique d'une société régulée par le pur marché, sans cadre idéologique global, ni moral, économiquement parlant, c'est la concurrence, mais, sociologiquement, c'est une société de ségrégation et donc l'antidémocratie. Société de marché, les Etats-Unis sont une société de ségrégation. Le Brésil, où l'Etat a toujours joué un rôle, est une société très inégalitaire, plus inégalitaire que les Etats-Unis, mais pas une société de ségrégation. La France n'est pas une société particulièrement égalitaire mais elle n'est pas une société de ségrégation parce que le rapport à l'Etat est ce qu'il est. Vous n'avez pas ce caractère sauvage qui fait que se développent des myriades de décisions individuelles qui créent la ségrégation Nous sommes fortement attachés au rôle pivot de l'école publique pour cette raison. Cela ne veut pas dire qu'elle a tous les mérites, mais elle ne fait pas de ségrégation.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

* Sociologue.

(1) Editions Fayard, 130 F.



Les trois maux de nos démocraties

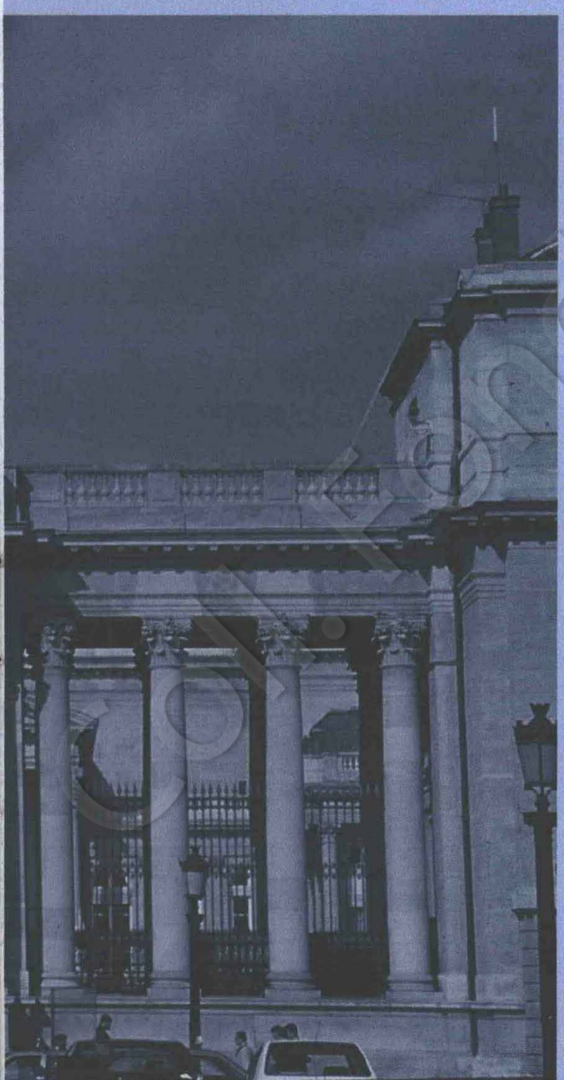
Joël Roman*

A l'évidence, la fin de l'emprise totalitaire à l'Est et le ralliement quasi unanime aux valeurs universelles des droits de l'homme n'ont pas signé le triomphe de la démocratie. Mais la démocratie ne pourrait-elle vivre que confortée par ses ennemis, ne trouverait-elle valeur que dans les atteintes qui lui sont portées ? "Que la République était belle sous l'empire !" s'exclamait-on au siècle dernier. Nous faut-il à nouveau retrouver cette nostalgie ? Faut-il au contraire jouer les esprits forts et, constatant le triste état de nos mœurs démocratiques, décider une fois pour toutes qu'il n'y avait là qu'un leurre, et qu'il faut d'urgence revenir aux certitudes des philosophies de l'histoire qui promettaient le dépassement de la démocratie ?

A ceux que ne séduit pas cette alternative, on peut proposer une autre entrée, qui tente de cerner les maux dont souffrent nos démocraties et s'efforce de trouver quelques remèdes.

Le premier de ces maux, c'est l'exclusion ; insensiblement, à travers la complexité des formes de la vie sociale contemporaine, l'élévation du niveau général de formation, l'exigence de conformité à la norme que font peser sur les individus les institutions protectrices de l'Etat-providence, nos démocraties sont devenues implacablement capacitaires. Quand s'ajoutent le chômage, la relégation dans les grands ensembles et les diverses formes d'exclusion sociale, le lien de citoyenneté ne tient plus ses promesses. Jadis, on s'était battu pour transformer en droit (et d'abord en droit de vote), une présence sociale affirmée dans la conflictualité ; la citoyenneté s'était développée sur le fondement d'un lien social, conflictuel mais indiscutable. Aujourd'hui, nous sommes contraints de faire du lien social à partir du droit. C'est là une nouvelle signification qui s'ouvre au suffrage universel : manifester une volonté d'inclusion, tenir compte de tous, y compris de ceux qui n'ont plus de voix.

Mais il faut aussi emprunter d'autres chemins : notre démocratie s'est confortée de multiples niveaux de représentation et de participation, qui ont tendu à porter au politique la diversité sociale. Qu'en est-il aujourd'hui ? Qui porte la voix des exclus, des chômeurs, ou des Rmistes ? N'y a-t-il pas là aussi à faire preuve d'inventivité et de courage ?



Choix collectifs et poids des médias

Au delà, une démocratie plus inclusive devrait aussi se pencher sur ses mécanismes de solidarité : le grand rêve solidariste du début du siècle, qui a porté les constructions assurantielles et redistributives de l'après-guerre, n'était pas erronné ; simplement, il faut en déplacer le point d'application quand on constate que la redistribution ne se fait pas dans le sens escompté, mais en sens inverse, et que ceux qui sont le plus lésés sont aussi les plus exposés, les plus vulnérables.

Le deuxième défi auquel se heurtent nos démocraties affleure ici ; car nombreux sont les politiques qui reconnaissent cette nécessité et avouent aussitôt leur impuissance. Nos démocraties seraient ingouvernables ; qu'on évoque ici le poids des groupes de pression, la diversité des intérêts et des corporatismes, la sclérose des grandes administrations, le poids des contraintes ou l'interdépendance des économies, le constat est le même : le politique n'aurait d'efficacité qu'à la marge, une marge qui se réduirait chaque jour davantage. Rien d'étonnant dès lors à ce que les citoyens s'éloignent de jeux d'autant plus stériles qu'ils sont vides d'enjeux. Et il ne sert à rien de fustiger un prétendu consensus, si le seul consensus est celui que l'épreuve de réalité impose à tous.

Les médias l'emporteraient-ils sur les élus dans la représentation de l'opinion ?

Mais il semble ici aussi que cette impuissance est trop vite invoquée : en quel âge d'or le réel n'aurait-il pas pesé sur les choix politiques ? A tout prendre, le degré de développement de nos économies a plutôt dû desserrer cette contrainte. N'est-ce pas plutôt que nous avons perdu deux des clés importantes de l'action : la capacité de symboliser des choix collectifs et les mécanismes d'implication ?

Une nouvelle signification s'ouvre au suffrage universel : manifester une volonté d'inclusion, tenir compte de tous, y compris de ceux qui n'ont plus de voix.

Car pour pouvoir offrir une possibilité de choix, il faut que celle-ci s'articule à une vision de l'avenir, à une série d'autres choix en cohérence ; bref, dessine un paysage et s'ancre symboliquement dans un certain nombre de valeurs. Les grandes idéologies dont nous serions orphelins le faisaient à merveille, au prix il est vrai d'une cécité absolue au monde et à sa diversité. Mais faut-il pour autant renoncer à tracer des possibles, dire des préférences, prendre parti ? D'autant que l'autre pôle du choix politique, c'est la capacité de mobiliser des acteurs, d'impliquer des mouvements, de susciter des collectifs. Or nos canaux de mobilisation sont exsangues, et nous n'en avons point construit d'autres. Ce n'est pas pour autant que la volonté de mobilisation ne se manifeste pas : qu'attendons-nous pour la reconnaître là où elle se trouve ?

Le troisième défi auquel nos démocraties sont confrontés est peut-être aussi le plus grave, car c'est le plus insidieux. Il se propose comme un remède et s'avance en offrant à chacun une place, en identifiant des enjeux, en désignant des adversaires. C'est celui que lancent à nos institutions représentatives les médias, et dont on a vu récemment les ravages, des deux côtés des Alpes. Certes les médias ont joué un rôle important de contrôle du politique et de contre-pouvoir. Mais insensiblement, ce contre-pouvoir s'est mis à revendiquer pour lui-même des pouvoirs,

et d'abord celui de la légitimité des discours ; c'est lui qui décide de ce qui peut ou de ce qui ne peut être montré. Puis celui de la représentation : qui ne voit que, dans la prétention à représenter l'opinion, les médias, forts des sondages d'une part et de l'audience d'autre part, l'emportent considérablement sur les élus ? Enfin, ils contrôlent de plus en plus l'agenda : et demain, comme Berlusconi, la décision elle-même ? Ils prétendent instaurer une véritable démocratie directe.

Le populisme médiatique

On a parlé, à l'occasion des élections italiennes, de populisme. Peu importe le mot, mais la chose est neuve, et si populisme il y a, c'est un populisme médiatique, c'est-à-dire la transposition immédiate dans le débat public de la totalité des passions privées, un populisme qui joue sur l'addition des peurs et la fusion narcissique. Bien entendu, ce populisme se nourrit aussi de la faiblesse des institutions représentatives, de la corruption de la vie publique, de l'absence d'ancrage démocratique des forces politiques. Mais il contribue en retour à les affaiblir encore davantage, érodant de plus en plus leur légitimité résiduelle. A cette triple crise qui atteint la démocratie dans ses capacités de représentation, de délibération et de décision, il n'est donc pas possible de répondre simplement et il ne suffit pas de se battre sur un seul front : tout combat contre le populisme (et il faut le mener) ne doit pas servir de prétexte pour ne pas toucher au système politique institué ; inversement, les tentatives de rénovation de la vie publique doivent ne pas oublier que dans leur combat, les médias peuvent se révéler des alliés plus dangereux encore que les adversaires, comme l'ont encore expérimenté nos amis de la "liste Sarajevo". Voie étroite, mais nécessaire pour un approfondissement démocratique.

**co-rédacteur en chef d'Esprit, Joël Roman fait partie des initiateurs de la "Charte de la citoyenneté", 21 bld de Grenelle, 75014 Paris.*

LIVRES

"Ce fascisme qui vient..."

Ce livre a été écrit sous le coup de la colère. Colère devant l'horreur du drame bosniaque et de l'impuissance de l'Europe à conjurer un tant soit peu ce fascisme qui vient... de Serbie. Mais le "double sentiment d'urgence et d'indignation" qui a présidé à la rédaction de ce "bref essai" n'a pas obscurci la pensée de l'éditorialiste du Nouvel Observateur. Jacques Julliard a le mérite de resituer la guerre des Balkans dans le contexte mondial qui l'a fait naître et son essai ne commence pas à Sarajevo.

De la déception qui allait suivre la chute du communisme et des nationalismes qui allaient se substituer à l'avenir radieux libéral et capitaliste promis, Jacques Julliard fait l'analyse : "La crise du communisme et celle du capitalisme ne sont ni de même profondeur ni de même nature. La première révèle un malade dans sa phase finale, la seconde est le signe d'une profonde mutation, de laquelle le patient pourrait bien sortir méconnaissable. Mais les convulsions du communisme nous ont quelque temps dissimulé l'incapacité du capitalisme à résoudre ses propres problèmes." L'incapacité de cette "civilisation du chômage" à adapter l'homme et la démocratie à un progrès technologique qui avait tout pour être libérateur, a coïncidé avec le retour de ces barbaries qui sont, hélas, de notre siècle. Ces nationalismes qui fleurissent partout ont parfois été, comme dans la Yougoslavie de Milosevic, des bouées de sauvetage qu'ont agrippées des directions communistes menacées. Son historique de la vie des peuples de l'ex-Yougoslavie, s'il ne masque pas le lourd contentieux entre Serbes et Croates, que scelle le sanglant épisode des oustachis, fait un sort à cette idée si commode de Balkans voués à la fatalité du conflit. L'idée d'une histoire recommencée, alibi de notre impuissance, permet pour notre heure de masquer la spécificité de ce qui se passe aujourd'hui en Serbie. Le reproche que Julliard adresse à la communauté internationale et à l'Europe est de ne pas avoir pris suffisamment en compte la nature idéologique du projet grand-serbe qui avance et risque d'être contagieux. D'où sa dénonciation de justifications qui ne sont là que pour masquer notre cécité. Projet, selon Julliard, à classer parmi les multiples avatars du fascisme : "Tout le sens de l'agression serbe de Milosevic et des bandes paramilitaires qui l'accompagnent est d'ethniciser le conflit, de donner une signification raciale à un différend entre nations au sens yougoslave du terme. Là est le germe du fascisme : substituer à une société de citoyens un Etat reposant sur des bases pseudo-ethniques. Et c'est ce projet que l'Europe et l'ONU ratifient ! "Il faudrait à la fin que l'Europe choisisse entre la démocratie et le fascisme" a déclaré le maire de Tuzla. Même dans ses rêves les plus délirants, Hitler n'avait jamais imaginé qu'il finirait, un demi-siècle plus tard, par faire accepter ses conceptions nationales aux démocrates et aux libéraux eux-mêmes."

Bernard Chaouat

Editions du Seuil, 204 p., 89 F.

HISTOIRE

Jean Zay

Sa famille, comme de nombreux juifs alsaciens, opte pour la France en 1871 et s'installe à Orléans où il naît le 6 Août 1904. Après des études de droit, Jean Zay s'y inscrit au barreau.

Militant des Jeunesses laïques et républicaines puis du Parti radical-socialiste, il est élu député du Loiret, candidat unique des gauches, en 1932, réélu en 1936. Sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, il devient, en janvier 1936, le plus jeune ministre de la IIIe République.

Ministre de l'Education nationale pendant trois ans, il se consacre à la défense de l'école laïque, construit des écoles, multiplie les bourses, impose l'éducation physique, envisage des cours de terminale pour les élèves qui quittent l'école à 16 ans, permet le passage d'une section à l'autre, et développe l'enseignement féminin.

En 1936, la loi élève à 14 ans la scolarité obligatoire. En 1937, il dépose un projet de réforme unifiant enseignements primaire et secondaire, accorde la gratuité à ce dernier. Par un décret-loi il institue en 1939 la médecine préventive des étudiants.

En outre, il dépose un projet de loi sur le droit d'auteur et le contrat d'édition, contribue à l'âge d'or du théâtre parisien, s'attache à la sauvegarde des monuments et crée le département des arts et traditions populaires. A l'origine du CNRS, il reprend aussi l'idée de la création d'une école nationale d'administration qui, par son recrutement, formerait de hauts fonctionnaires plus démocrates. Enfin, grâce à son appui, tourisme populaire et camping prennent un formidable essor.

Il est volontaire sur le front d'Espagne et abandonne ses fonctions ministérielles. Lors de la débâcle, en juin 40, il continue la résistance en Afrique du Nord.

En butte à l'hostilité du gouvernement de Vichy, accusé par Pétain d'avoir perverti la jeunesse quand il était ministre, jugé comme déserteur, sa déchéance et prononcée le 23 juillet 1940. Il est condamné à la détention criminelle à vie.

Volées, ses notes personnelles, qui illustrent les phases de la démission du gouvernement français devant les exigences hitlériennes, sont publiées et commentées par Philippe Henriot : "A une des heures décisives de notre vie nationale, ce petit juif se trouvait lancé dans la politique par l'aberration du suffrage universel."

Le 21 juin 1944, extrait de sa prison de Riom pour être conduit au siège de la Milice à Vichy, Jean Zay est lâchement assassiné par trois tueurs miliciens.

Claudine Guittonneau

AUJOURD'HUI LES RWANDAIS ONT LE CHOIX: MOURIR MASSACRÉS OU MOURIR ABANDONNÉS.

200 000 à 500 000 Rwandais ont déjà été massacrés dans les conditions les plus effroyables.

N'ABANDONNONS PAS LES SURVIVANTS.

Parmi les rescapés, 1 000 000 de réfugiés et 1 200 000 "déplacés" à l'intérieur-même du pays. Leurs familles ont été décimées, leurs maisons et leurs villages incendiés. Désormais, ce sont la faim, la soif et les épidémies qui les menacent directement.

Mourir massacrés ou mourir abandonnés... Nous refusons que ce soit la seule alternative.

SOLIDARITÉS, association humanitaire d'aide d'urgence, agit au nom de tous ceux qui ne veulent pas abandonner les Rwandais.

A partir des pays voisins et malgré les risques, SOLIDARITÉS les ravitaille en couvertures, vêtements, lait, biscuits protéinés et autres produits de première nécessité. Cet acheminement est dangereux, il est difficile, mais il est la dernière chance pour ces hommes, ces femmes et ces enfants.

Pour mener à bien cette mission chaque jour plus urgente, nous avons besoin de votre soutien.

Adressez dès aujourd'hui vos dons par chèque à l'ordre de SOLIDARITÉS - Rwanda.
19, rue Daviel - 75013 PARIS ou par virement postal CCP numéro 36 950 85 M La Source
Documentation SOLIDARITÉS sur demande.

Solidarités

Espace offert par le support.

La gauche européenne restera le premier groupe politique au Parlement européen. Engagée sans ambiguïté et avec cohérence dans le combat pour la construction d'une Union solidaire et forte sur le plan politique, elle devrait pouvoir faire prévaloir ses choix sur ceux d'une droite hétérogène et divisée. Le oui massif des Autrichiens (rejoints sans doute demain par les Finlandais, les Suédois et les Norvégiens) à l'adhésion de leur pays à l'UE, qu'on doit en grande partie à l'action du chancelier social-démocrate Franz Vranitzky, est un encouragement supplémentaire à poursuivre cette grande aventure moderne, plus que jamais nécessaire pour assurer paix et prospérité sur l'ensemble du continent européen.

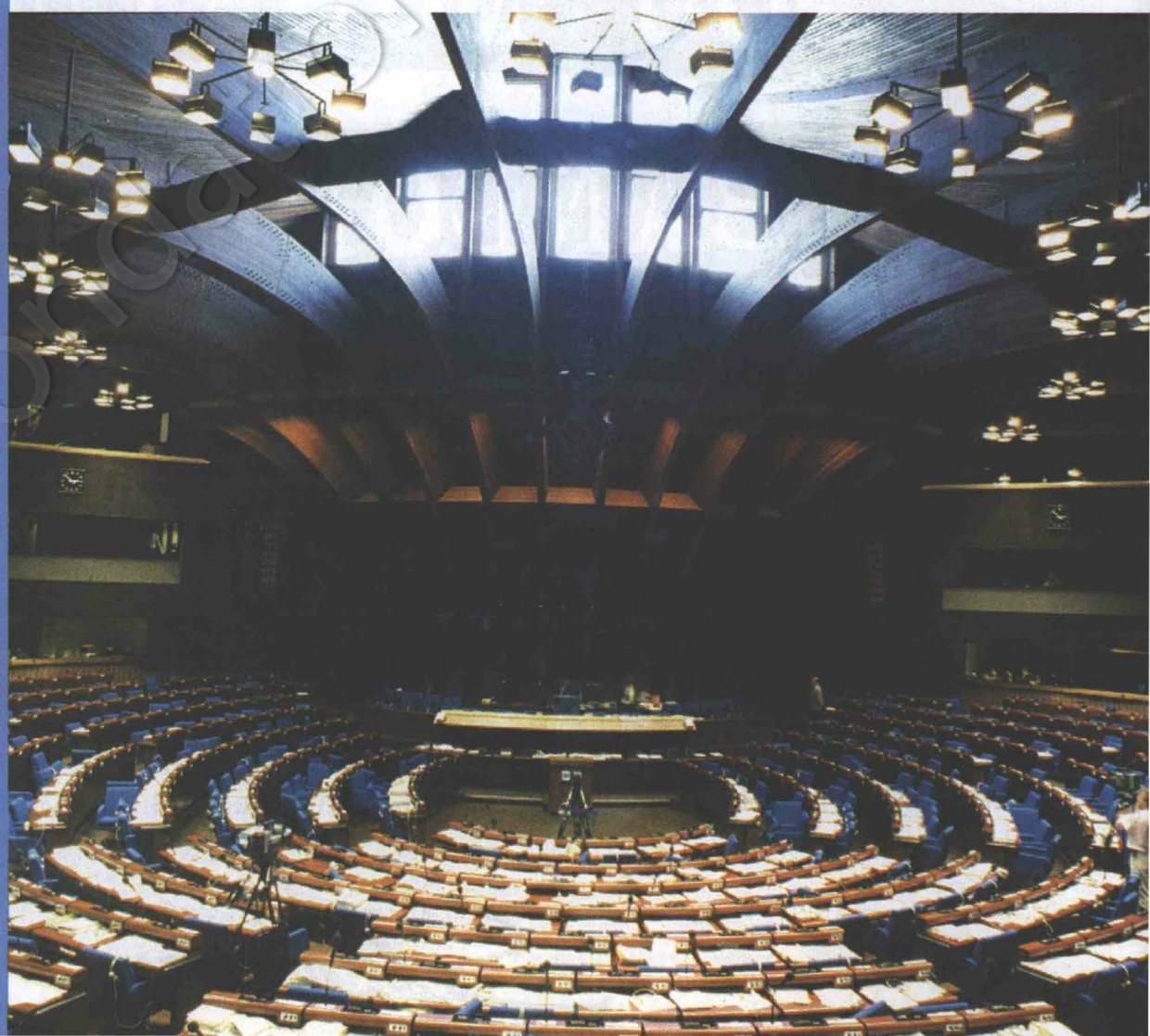
ÉLECTIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN

La gauche,

Même si les socialistes et sociaux-démocrates européens n'atteignent pas l'objectif qu'ils s'étaient fixé -détenir la majorité absolue au sein du Parlement européen- ils devraient demeurer le premier groupe politique avec environ deux cents élus.

Il faudra attendre le 19 juillet, lors de sa première réunion, pour savoir avec précision quelle physionomie prendra le Parlement européen élu les 9 et 12 juin. En effet, on ne sait pas encore quel groupe rejoindront, par exemple, les députés italiens de Forza Italia ou les élus français de la liste du MRG. Ce n'est qu'une fois ces choix -tactiques ou idéologiques- opérés qu'il sera possible d'analyser réellement les évolutions dessinées par un scrutin le plus souvent guidé, dans tous les Etats membres de l'Union européenne, par des considérations de politique intérieure. Mais d'ores et déjà, cependant, on peut tirer quelques enseignements de cette consultation.

Le premier, à l'évidence, est le relatif recul de l'intérêt marqué par les citoyens européens pour la nature, le contenu et l'avenir de l'UE. En témoigne, au fil des scrutins, la progression de l'abstention, qui a atteint, le 12 juin 94, 46 % en moyenne dans l'ensemble de l'Union (contre 37 % en 1979, 39 % en 1984 et 41,6 % en 1989). Aux Pays-Bas et au Portugal, elle atteint le



première force

chiffre record de 64 % (46,5 % en France). Cette désaffection croissante ne marque pas un recul sensible de l'idée européenne en elle-même : en France, par exemple, les listes favorables au traité de Maastricht progressent de trois points par rapport au référendum de septembre 92. Mais elle ne manque pas toutefois d'être inquiétante pour l'avenir et quelque peu paradoxale, à un double titre. Elle se renforce au moment où, pour la première fois, le Parlement européen est doté, par le traité de Maastricht, de pouvoirs lui permettant de peser réellement sur les orientations futures de l'UE. Elle contraste avec la mobilisation massive des Autrichiens (81,6 % de participation) qui, ce même 12 juin, se sont prononcés avec 66 % des voix pour l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (cf p. 26).

L'autre enseignement de cette consultation est la progression relative de la droite européenne et la stabilité de la gauche qui devrait cependant demeurer, avec environ deux cents élus, le premier groupe politique.

En effet, si la droite progresse, en raison surtout des bataillons fournis de Forza Italia (28 élus), de la victoire de la droite espagnole et de celle, plus inattendue, d'Helmut Kohl en Allemagne, l'hétérogénéité de ses représentants, plus marquée que dans le Parlement précédent, et la moindre cohésion qui va en résulter, vont perturber le jeu bien rôdé entre les deux forces -PPE et groupe du PSE- qui s'équilibraient. Notamment, la question de l'élection du futur président du Parlement européen, est posée en de nouveaux termes.

Le PSE, homogène et uni

Le parti populaire européen -qui regroupe les forces démocrates chrétiennes européennes (dont l'UDF française) et auquel étaient apparentés jusqu'à présent notamment les conservateurs britanniques -restera, certes, avec à peu près 150 élus, le premier parti de droite au sein du PE. Mais il devra compter avec l'arrivée d'élus de droite nationalistes et anti-européens (liste française de Villiers par exemple) comme avec Forza Italia dont l'engagement européen reste à démontrer et dont on ignore encore s'il rejoindra ou non le PPE. De son côté, l'extrême droite est forte désormais de vingt-six représentants. Cet émiettement nouveau des forces de la droite européenne devrait amoindrir l'influence qu'elle pourrait exercer sur une assemblée qui, dès lors, pourrait être dominée par la gauche socialiste et sociale-démocrate. Celle-ci, bien qu'en léger recul proportionnellement à l'accroissement du nombre total d'élus européens, demeure stable quantitativement, avec environ deux cents élus (cf tableau) -sans y inclure les élus français de la liste MRG. Contrairement à la droite, le groupe du PSE, qui n'a pas atteint son objectif de détenir la majorité absolue au sein du Parlement européen, tirera sa force de son homogénéité pro-européenne et de sa grande unité de vue sur la construction d'une Union solidaire, démocratique, pacifique et forte sur le plan politique. Les grands bataillons de ce nouveau groupe sont constitués par les travaillistes britanniques, dont la victoire était attendue. Les succès des onze autres partis socialistes et sociaux-démocrates ont été plus inégaux. Si les Portugais progressent, si les Grecs, les Danois et les Irlandais se maintiennent, les sociaux-démocrates allemands n'ont pas répondu aux espoirs annoncés. Avec 32,2 % des voix (contre 37,3 % en 1989) ils ne recueillent que 40 sièges (sur les 99 attribués à l'Allemagne), alors que le CDU/CSU l'emporte, avec 38,8 % des voix. Il s'agit d'une belle surprise pour le chancelier Kohl, qui se retrouve en selle pour les législatives d'octobre 94 (même si ses partenaires libéraux n'atteignent pas 5 %) et d'une forte déception pour le SPD, même si la totalisation des voix de gauche : Verts+SPD, est majoritaire.

Restent les reculs sensibles des socialistes espagnols, français et italiens. Ces derniers sont confrontés à une situation politique particulière où Silvio Berlusconi, en état grâce, poursuit sa progression (+10 % par rapport aux législatives de mars dernier) -qui a conduit Achille Ochetto, leader du PDS, et Ottavio Del Turco, leader du PSI, à démissionner.

Malgré les difficultés de la gauche européenne, qui devraient être évoquées prochainement lors du sommet des leaders du PSE à Corfou, le groupe du PSE devrait donner leur mesure, par ses initiatives, sa cohésion et sa détermination européenne, aux débats au Parlement européen élu pour cinq ans, et qui sera saisi de dossiers aussi importants que la réforme institutionnelle ou la mise en place de la monnaie unique (1997 ou 1999).

Une fois encore, comme aux origines de la construction européenne, il revient finalement aux socialistes et sociaux-démocrates d'assumer les difficultés que rencontre l'UE aujourd'hui. Ils ont à charge d'assurer la poursuite d'une construction qui reste la grande aventure moderne actuelle et à laquelle souhaitent participer avec impatience tant de peuples qui en sont actuellement exclus et ceux qui nous rejoignent ou nous rejoindront prochainement.

G.T.

Le groupe du Parti des socialistes européens au Parlement

(chiffres provisoires)

	1989		1994	
	Nbre total des sièges	PSE	Nbre total des sièges	PSE
Allemagne	81	31	99	40
Belgique	24	8	25	6
Danemark	16	3	16	3
Espagne	60	27	64	22
France	81	21	87	16
Grèce	24	9	25	10
Irlande	15	1	15	1
Italie	81	34	87	19
Luxembourg	6	2	6	2
Pays-Bas	25	8	31	8
Portugal	24	8	25	10
Royaume-Uni	81	46	87	62
TOTAL	518	198	567	199

Fondation Jean Jaurès

Le oui massif des Autrichiens à l'Union européenne

C'est avec 66,39 % des voix que les Autrichiens ont ratifié le traité d'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Ce résultat a déjoué les pronostics qui annonçaient un résultat plus serré. Le taux de participation (81,2 %), révèle l'intérêt rencontré par le scrutin.

Ce référendum dément bien des idées reçues, notamment celle qui voulait que l'Europe alpine soit plongée dans un repli frileux défenseur de sa prospérité. Dans le passé, l'Autriche avait déjà tenté de se rapprocher de la sphère communautaire, mais le veto soviétique, en 1967, lors des négociations sur la participation à la CEE, avait fait échouer le projet. Ce n'est qu'en juillet 1989, après s'être assurée que les réserves soviétiques étaient levées du fait de la nouvelle ère de la diplomatie mondiale, que l'Autriche déposa une demande d'adhésion. L'impact de ce référendum est donc d'une grande portée, d'autant plus qu'il précède d'autres consultations de même nature dans le Nord de l'Europe (Finlande, Suède, Norvège) qui auront lieu à l'automne 1994.

Sans personnaliser à l'extrême ce scrutin, on peut tout de même affirmer que le résultat constitue pour le chancelier social-démocrate Franz Vranitzky et son ministre des Affaires étrangères, conservateur et pro-européen, Allois Mock, un grand succès. Ils se sont beaucoup dépensés pour défendre le oui. Le grand perdant est le leader du parti libéral de droite nationaliste, Jörg Haider. Les milieux industriels et les syndicats avaient largement fait campagne en faveur du oui. Cela n'est guère étonnant lorsque l'on connaît le haut degré d'intégration économique de l'Autriche à l'Europe. Deux tiers du commerce extérieur autrichien sont réalisés avec les pays de l'Union européenne. Dans son dernier rapport, le Conseil pour les questions économiques et sociales, organisme regroupant syndicats et patronat, constate le bon état de l'économie autrichienne mais exhorte le gouvernement à accélérer l'intégration européenne du pays et à relancer ainsi une dynamique afin de "corriger l'image d'un pays seulement touristique et culturel". D'un point de vue géopolitique, l'Autriche, frontalière de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie, sera nécessairement un élément capital dans la perspective d'un plus vaste élargissement. Néanmoins, un problème risque bientôt de se poser autant à l'Autriche qu'à l'Union européenne : comment concilier le statut de neutralité issu du traité de 1955, accepté par Bruxelles dans les négociations, et la volonté affichée de l'Autriche de pleinement accepter les objectifs en matière de politique étrangère et de sécurité définis dans le traité de Maastricht ?

Jacques-Pierre Gougeon





Etre Serbe de Bosnie

Heureusement, tous les Serbes ne partagent pas les visées expansionnistes du leader serbe bosniaque Karadzic. Au moment où, sur le terrain, le cessez-le-feu a du mal à entrer en vigueur, Mirko Pejanovic[1], prêche pour l'entente tripartite.

Quelles sont, succintement, les propositions du gouvernement de Sarajevo sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ?

Mirko Pejanovic : La position des autorités légales de Bosnie-Herzégovine n'a pas varié, quant à l'essentiel, depuis la présentation de la plate-forme de la Présidence, dont j'ai été l'un des rédacteurs, en juin 1992. L'Etat de Bosnie-Herzégovine, indépendant, souverain et reconnu dans ses frontières internationales, est fondé sur l'égalité de tous ses citoyens et de ses trois peuples constitutifs : Croates, Musulmans et Serbes. L'accord de Washington instituant en Bosnie-Herzégovine une fédération croato-musulmane est conforme à ces principes. Il doit être étendu à l'ensemble du pays pour devenir une entente tripartite. Les pourcentages de territoires débattus à la conférence de Genève ne concernent pas, pour nous, une partition de la Bosnie en trois entités étatiques ou paraétatiques, mais les limites des unités fédérées au sein desquelles continueront de vivre ensemble Croates, Serbes, Musulmans et citoyens qui ne se reconnaissent dans aucune de ces catégories nationales. Le respect de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine ne se discute pas.

Que signifie être Serbe dans Sarajevo assiégée par l'armée de Karadzic ?

M. P. : Je participe à la tragédie de la Bosnie-Herzégovine agressée comme les 200.000 Serbes (dont 70.000 à Sarajevo) qui vivent dans les territoires non-occupés de ce pays qui est le leur comme celui de tous ses habitants, dont ils partagent les souffrances de la guerre et l'esprit de résistance. En tant que Serbes, notre situation est sans doute particulièrement difficile, tant pour assumer nos devoirs que pour exercer nos droits. Le Conseil des citoyens serbes de Bosnie-Herzégovine, que je préside, proteste contre le monopole de la représentation du peuple serbe de Bosnie que les négociateurs internationaux ont attribué à Karadzic. La majorité des 600.000 Serbes qui vivent dans les territoires que contrôlent ses troupes et des 400.000 qui ont fui la guerre, ne se reconnaît pas dans la politique criminelle et suicidaire qui a dévasté leur pays et ruiné leur existence. L'entente entre Serbes, Croates et Musulmans est capable de renaître dans toute la Bosnie-Herzégovine, comme c'est déjà le cas en Bosnie centrale entre Musulmans et Croates après les très durs affrontements qui s'y sont produits.

Qu'attend votre parti, qui se réclame des principes de la social-démocratie, des partis socialistes européens ?

M. P. : J'ai eu le plaisir de rencontrer Michel Rocard lors de son passage à Sarajevo au mois de mars dernier. Nous apprécions pleinement la compréhension et la solidarité à notre égard dont témoignent les prises de position du Parti socialiste français. L'ensemble des partis socialistes européens devrait s'engager dans un soutien concret aux forces démocratiques qui combattent, en Bosnie-Herzégovine, pour le maintien d'une société ouverte et multinationale. Les élections qui auront lieu dans la fédération de Bosnie-Herzégovine avant la fin de l'année revêtiront une importance décisive, non seulement pour cet Etat mais pour toute l'Europe.

Propos recueillis par Maurice Lazar

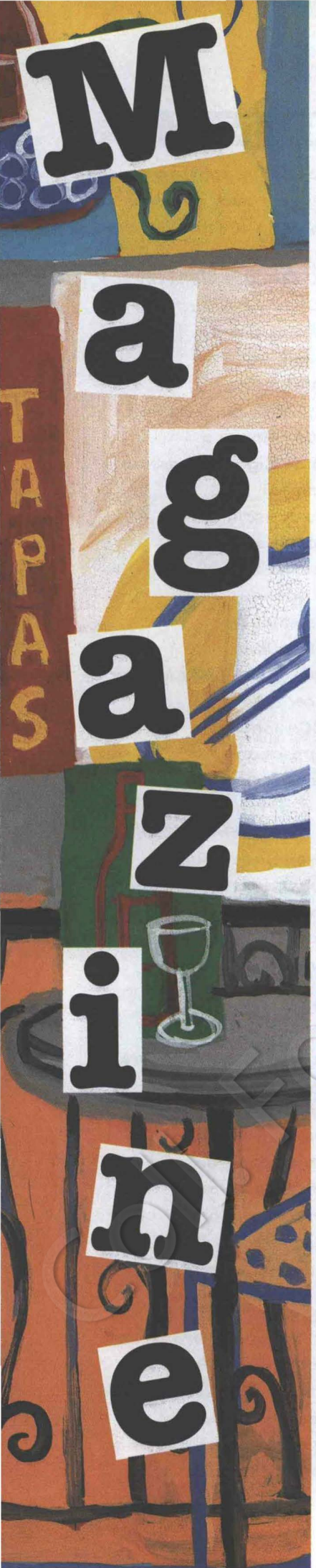
(1) Un des sept membres de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine, mais aussi président du Conseil des citoyens serbes de Bosnie-Herzégovine et dirigeant du Parti démocratique des citoyens.

EN BREF

Au Rwanda, les massacres se poursuivent avec la même barbarie, dans une indifférence qui défie la conscience. Les 5.500 Casques bleus prévus par le Conseil de sécurité n'ont toujours pas pu être rassemblés. Le Front patriotique rwandais (FPR), qui a annoncé la chute de Gitarama (à 50 km de Kigali) progresse plus lentement qu'il ne le pensait. Les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu ont été suspendus. Comme le souligne Tahar Ben Jelloun, "ce siècle est laid. Cette laideur nous concerne tous". Lors du 30e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont prononcés pour le règlement du conflit rwandais et une présence africaine au sein de la mission de l'ONU d'assistance au Rwanda.

La Corée du Nord, plus décidée que jamais à se doter de l'arme nucléaire semble-t-il, a annoncé lundi 13 juin son retrait de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il s'agit d'une escalade dans l'épreuve de force engagée notamment avec les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon.

Ytzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat se retrouveront à Paris le 6 juillet 1994 pour recevoir, à l'UNESCO, le prix Houphouët-Boigny, pour leur contribution à la paix au Proche-Orient.

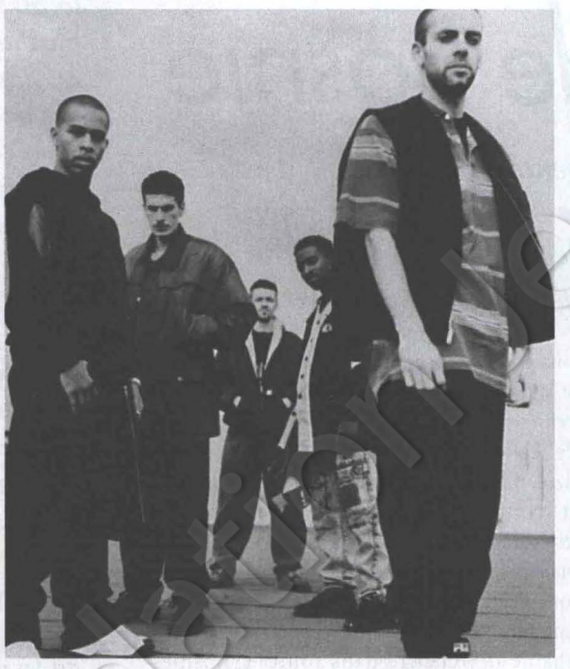


Ils seront présents à la Fête du Parti

Je rap donc I AM

Venu des quartiers nord de Marseille I AM conjugue en rigolant la culture bouillabaisse et les funk percussions, et ça donne un rap phocéen qui scande le quotidien-HLM, la banlieue qui craint et le soleil de la Méditerranée qui éclabousse de bonne humeur un environnement lacéré. C'est chaud et cool à la fois, c'est diantrement marseillais avec des mots de passe gros comme des clins d'œil, c'est exotique comme le port de la Joliette qui ouvre la route de l'Orient, c'est un gang autant qu'un groupe, c'est drôle et agaçant, lancinant et nécessaire comme les slogans.

Phénomène de société, le rap français ne pouvait se cantonner à plagier ou à parodier les pères fondateurs, sauf à n'être qu'une affaire de mode.



Alternative joyeuse à la zone, à la came et aux guns, la raptitude affirme son authenticité en balançant ses brisures de phrases, signe d'une culture orale d'une culture BD, d'une culture za, d'une culture tag, d'une culture fun.

A côté des minots marseillais, Last Poets, les pères fondateurs du rap, font figure d'aïeux. Formé à Harlem, le groupe balance ses poèmes-rythmes, ses poèmes-cris avec une rage des mots et une couleur verbale qui les situent parmi les rebelles, les insoumis, les desperados, les Afro-américains des ghettos New-Yorkais.

Le rap, ici, n'est pas phrasé-syncopé pour rire. Les ruptures, les cassures frappent comme des coups de poing, comme des coups de gueule. Ces derniers poètes ne cultivent pas la décadence photogénique, ils se veulent, ils se savent, les derniers prêcheurs, les derniers pasteurs avant le cataclysme, le dernier rampart avant que les rafales des riffles se substituent aux mots-brulôts. Et cette urgence, chacun la ressent.

Avec Soon E MC c'est un peu les frasques de I AM qu'on retrouve : le rap tendance soul avec jeux de mots en pagaille. Y'a de la jonglerie dans l'air, même si le chômage et la drogue, les squatts et l'exclusion constituent le réservoir de rimes.

Parce que le quotidien est moche, le rap, le posse (groupe en argot) permettent de politiser en se marrant la grisaille, et il y a fort à parier que cette expression mi-rageuse, mi-drolatique frappe plus droit au but que la chanson "engagée" de naguère qui, ne concernant qu'une élite bien pensante, s'enlisait confortablement dans les beaux quartiers.

Françoise Roby

"Les 48 h de la Fraternité", les 2 et 3 juillet au parc paysager départemental du Bourget. Tél : 45 56 79 85.

Album

Dessiner contre l'oubli !

Amnesty travaille sur des cas concrets. Pour dénoncer tortures, exécutions, assassinats politiques, pour condamner les dictatures, les juntes, les régimes totalitaires, ni effet de manches, ni prêche, ni diatribe philosophico-exhibitionniste, mais un Turc blessé au ventre, un Vietnamien en camp de rééducation, un Marocain tabassé.

Treize dessinateurs se sont mobilisés pour ce combat, celui de la dignité et du respect de l'homme où qu'il soit.

Chacun s'est mis au service d'une cause, avec son style, sa technique et avec sa propre indignation. Dans tous les cas il s'est agi de montrer un être battu, méprisé, asservi, torturé, oublié.

Mattotti peint par à-plat du sang sur du sable, le sang d'un paysan turc abattu dans son village. Le dessin fouillé de Gillon témoigne de la haine aveugle qui fauche la vie en Bosnie. En Argentine, les "démunis" que l'on veut invisibles plombent le ciel de Muñoz. Les paysans de Prado, brûlés comme la terre mexicaine, dressent leurs fourches pour que leur quotidien cesse d'être une non-vie. Le sang des dessins de Slocombe a pâli au rythme de l'ennui et de l'oubli dans les camps vietnamiens, tandis qu'au Bangladesh la vie humaine part en fumée dans les volutes grises de Manara. Le Bouddha de Crespin saigne au Tibet et l'intellectuelle de Ferrandez est menacée dans une Algérie pastel dont les valeurs révolutionnaires se sont éteintes. Pour Genest-Gutierrez le souvenir de la souffrance est rouge comme la honte et la peur et le bâton et la prison marocaine, la vie ordinaire y serait grise si l'enfant ne décidait d'assumer la mémoire. Le Soudan de Tjoyas est hanté par un fantôme en forme de peste brune et, au Lesotho, Cabanes parle de Edgar Mobuto, Mofo Mokoka, John Kagana, Otakae Mokho, victimes sans visage incarnant un peuple privé de droit.

Au secours ! Un grand album à offrir pour inoculer la rage de la révolte contre la barbarie sous toutes ses formes.

F.R.

Amnesty international. "Au secours !" Albin Michel, 63 p., 89 F.



"48 H DE LA FRATERNITÉ", ESPACE CINÉMA NON-STOP

Le cinéma à la fête

Le fête du cinéma, c'est partout en France, mais c'est aussi à la Fête du PS, au Bourget, les 2 et 3 juillet. Des projections pour tous les goûts. Emir Kusturica, ses trois plus beaux films. Télévision : Serge Daney s'explique. Film musical : la Mano Negra. Rapports Nord-Sud : enquête de Bernard Favre. Sida : "Mort désir" en parle comme on ne l'a jamais fait.



Emir Kusturica.

SAMEDI 2 JUILLET



"Papa est en voyage d'affaire".

13 h 30

"Papa est en voyage d'affaires"
d'Emir Kusturica -Yougoslavie- VO (1985).
Tandis que Tito se désengage de l'Union soviétique, le père de Malik, victime de la lutte entre titistes et staliniens est arrêté et déporté en camp de travail. Pour son fils, papa est en voyage d'affaires...
Palme d'or à Cannes en 1985.

15 h 30

"Le temps des gitans"
d'Emir Kusturica -Yougoslavie- VO (1987-88).
Le destin dramatique d'un jeune tzigane arraché à une enfance heureuse et à ses rêves, par un suborneur dont il n'aura de cesse de se venger.
Prix de la mise en scène, Cannes 1989.

17 h 30

"Arizona Dream"
d'Emir Kusturica -USA- VO (1992).
Désireux de satisfaire les caprices les plus fous de sa maîtresse, Axel lui construit une machine volante. Singulier récit d'un amour sans impossible, où se mêlent rêve et réalité.

19 h 30

Rencontre avec un représentant d'Emir Kusturica.



"Le temps des gitans".

DIMANCHE 3 JUILLET

11 h 30

"Le cinéphile et le village"
de Pascal Kané -France- documentaire (1992).
Dans cette interview, Serge Daney parle de la télévision en France, du rôle social qu'elle pourrait jouer, de sa capacité d'accueillir, voire d'intégrer "l'autre" à un système de valeurs dont elle est encore -malgré tout- dépositaire.

13 h 30

Rencontre avec Pascal Kané.

14 h 30

Films musicaux de la Mano Negra *-documentaire-.*
Deux films qui retracent une partie des opérations de la Mano Negra : le Pérou, le cargo, le train.

17 h 00

"Versant sud de la liberté"
de Bernard Favre -France- documentaire (1993).
Une série de deux émissions qui proposent une lecture inédite des rapports Nord-Sud.
Une enquête sur l'histoire fondatrice du "citoyen du monde". C'est aussi la rencontre féconde de deux auteurs, Adel Rifaat et Rahgat Elnadi, et d'un homme d'images.

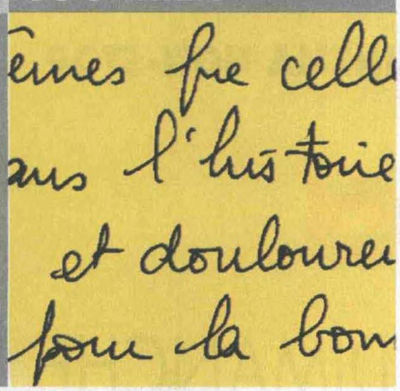
19 h 00

"Mortel désir"
de Mario Dufour -Québec- documentaire (1992).
Ce film parle du sida comme jamais on ne l'a fait. Deux heures de témoignages où des femmes et des hommes de tous âges, séronégatifs, séropositifs ou sidéens, réfléchissent à haute voix sur la relation absurde de cause à effet entre le désir -la vie- et leur maladie.



ciné ciné mas

Fondation Gabriel Péri



La marche des écrevisses

Pendant vingt ans j'ai cru que la révolution culturelle avait réussi. Hélas ! depuis vingt ans nous marchons comme des écrevisses ! Où allons-nous ?
Toutes ces bavures policières envers les jeunes !
Tous ces "suicides" d'hommes influents !
Tous ces assassinats sans assassin !
Tous ces scandales financiers !
Et maintenant... Les "intellectuels" qui montent au créneau...!
Nous avons bien le sentiment, nous, les petites gens, de nous être fait "blouser" quelque part. Par qui ? Pourquoi ? Comment ? La lutte des classes. Le Front populaire. Quel gâchis !
L'idéologie de progrès et de liberté, où est-elle ? La République, la démocratie ? Où ? La France est devenue un "pouvoir de fonctionnaires" qui baillonne 5 millions de "pauvres".
Jusqu'à quand ces pauvres vont-ils descendre aux enfers ? Qui va se trouver là pour les faire bouger ? Extrême droite ? Extrême gauche ?
Va-t-il y avoir une révolution ? Devons-nous subir un régime totalitaire ? N'y a-t-il pas de formation politique capable de sauver notre République ?
Rien, actuellement, ne permet à mes petits-enfants d'espérer la paix, la tranquillité, la liberté.
J'ai 65 ans, j'ai toujours cru à la force du peuple contre les "possédants" qu'ils soient religieux, politiques, intellectuels ou financiers.
Toutefois, à l'aube du XXIe siècle, je croyais que cette "philosophie" était dépassée !
La nature de l'homme est-elle si sadique pour que, cycliquement, les civilisations démocratiques ne perdurent pas et que les "peuples" se retrouvent acculés à la misère physique et morale ?
En tout cas, et c'est une mamie qui vous écrit, plutôt l'action que l'état larvaire vers lequel nous nous acheminons.
La peur de vivre (chômage, insécurité) la culpabilité et la mauvaise conscience que l'on nous distille à travers des images fortes, (les Restos du Cœur, la Bosnie, le tiers-monde, l'économie mondiale, le sida, les intégristes, les "pas assez" de formation et les "trop" de formation, etc.) On nous rebat les oreilles avec le mot "solidarité", alors que notre belle France est devenue une "dame patronesse". Notre plus belle institution de solidarité (la Sécu) se réduit comme une peau de chagrin. Les "Restos" et les "Télétons" fleurissent ! Et tous ces gogos qui se gargarisent du mot Majorité ! Quelle majorité ?
Tous les électeurs abstentionnistes sont-ils des immatures, des déçus, des indifférents ? Ou, au contraire, des lucides et des responsables ? J'ai honte de constater la déchéance de notre belle République laïque et démocratique. (...)
La Cour des miracles est revenue, elle occupe la France profonde.
Tout est bafoué : les droits de l'homme, la dignité de l'homme, la liberté de l'homme, la joie de vivre de l'homme.
Elevés dans un climat de défensive par de perpétuelles agressions, avec des barrières d'interdits dépassant largement le respect, quelle sera la mentalité de nos ados de demain ? Je ne serai peut-être plus là pour connaître la réponse. C'est dommage, car toute vie est digne d'être vécue à condition de lutter contre deux éléments : la mort et le manque d'humour.
Je vous souhaite bien du courage. ■

Huguette Guérin
(83) Hyères

Halte à l'autodestruction !

Quels que soient les résultats du 12 juin, ils ne pourront donc servir de référence ni pour la majorité ni pour le PS. Et si certains imaginent qu'un mauvais score de celui-ci ouvrirait la voie à je ne sais quelle opération de déstabilisation du Premier secrétaire, ils commettent une grave erreur : c'est tout l'effort de redressement accompli depuis un an qui serait remis en cause !
Le Congrès de Rennes avait été un sommet de l'autodestruction ; malgré les bonnes résolutions proclamées, ça recommence et va bientôt devenir aussi folklo que chez les écolos.
Ceux qui, sincèrement ou démagogiquement, croient ainsi revitaliser la gauche, devraient se rendre compte qu'ils ne suscitent chez l'électeur socialiste, bien éloigné de leurs petits règlements de comptes d'appareil, que perplexité, découragement et .... abstention. ■

Suzette Florentin
(54) La Neuville devant Nancy

Instaurer une Fête de l'Europe

Une des marques d'unité d'un pays, c'est sa fête nationale. L'assemblée européenne devrait peut-être choisir une date commune à tous les calendriers pour une fête de l'Europe.
Celle-ci pourrait être marquée par des spectacles, des concerts et des expositions organisés par des élèves des conservatoires et des écoles artistiques et par de jeunes artistes amateurs.
Les recettes seraient rassemblées et gérées par les députés européens pour aider les sans-domicile-fixe de tous les pays membres de l'Union.
Cette humanisation de la culture serait le plus bel exemple de progrès que les peuples d'Europe donneraient au monde. ■

Franck Chevallay
(77) Vulaines

Façon de voir

On m'a dit tout récemment : il y a un pays où l'on tue les intellectuels. Quel est ce pays ?
Là, j'ai répondu : ce n'est pas l'Europe ! Bien qu'en Yougoslavie, vu les événements actuels, ils n'en sont peut-être pas à ça près... Ils en ont peut-être de trop ! A moins qu'ils n'en aient aucun, ce qui expliquerait leur guerre !
Ce n'était pas l'Europe. Alors, les Etats-Unis ? Chacun sait qu'un "Etatsunien" est forcément un intellectuel et donc il en meurt tous les jours, on en tue tous les jours. Les assassins étant des intellectuels jaloux tuant ceux qu'ils croient plus intelligents qu'eux. Non !
L'Amérique ? Non ! L'Asie ? Non ! L'Afrique ? Là, on dirait que c'est un peu partout et même a priori n'importe qui, de crainte qu'il ne devienne, peut-être, un intellectuel.
Vous ne lisez pas les journaux ? Vous n'avez pas la télévision ? C'est l'Algérie ! Alors là ! Je n'ai rien compris ! même après des explications qui m'ont paru fumeuses. (...) Le FIS. Des croyants de la préhistoire. Les intellectuels leur font peur car ce sont, en général, des gens qui ne croient pas en Dieu et, chez eux, ne serait-ce que pour cela, ils méritent la mort. Ils ont peur qu'il ne fasse école. (...) "Essayez de prendre un intellectuel et donnez-lui un âne. Il ne saura pas le faire bien marcher ! Pour bien faire marcher les ânes... il faut des "ânes en chef". C'est simple mais encore fallait-il y penser ! (...)
Que les ânes, ces fidèles amis de l'homme, me pardonnent... ainsi que ceux qui croient que j'ai envie de rire. ■

Noël Pantalacci
(20) Vivario

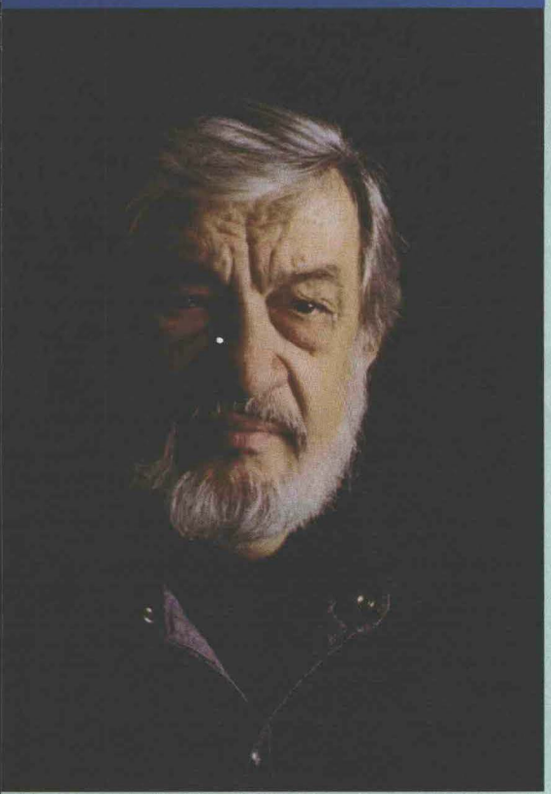
L'EMPLOI AU CŒUR DU NOUVEAU CONTRAT SOCIAL



L'emploi est le problème central de la société française. Il en est aussi l'échec majeur. Jean Glavany tente, dans cet ouvrage, de cerner les erreurs, d'analyser les causes de l'échec et de prospecter les voies susceptibles de juguler le chômage en repensant l'emploi.

162 p., 60 F.

Commandes à Adeva
170, place de la Libération
65700 Maubourguet



Jean-Pierre Chabrol

Conteur, romancier, poète, dialoguiste, Jean-Pierre Chabrol puise le meilleur de son inspiration à la source vive du pays qui l'a vu naître : les Cévennes. Son dernier roman, "Le bonheur du manchot" est un chant d'amour pour son père. Propos sur le PC, les Pdg, Tapie et quelques autres.

Vous avez été communiste. Pensez-vous à la possibilité d'un renouveau ?

Peut-être. Mais les ornières sont difficiles à quitter. Dans mon enfance, les roues des charrettes faisaient des ornières. Quand les roues y étaient, pour en sortir il fallait décharger la charrette. Le Parti communiste aussi, pour sortir de l'ornière, doit décharger sa charrette. Deux facteurs jouent en sa faveur. Il n'y a plus l'URSS et, aujourd'hui, le PC français est livré à lui-même. D'autre part, il a besoin d'alliés, et pour en trouver il doit changer un peu. Paradoxalement, le PC n'a jamais eu autant raison. "L'homme est le capital le plus précieux", déclarait Staline. Phrase-clé du communisme. Or aujourd'hui, le capital le plus précieux, ce n'est plus l'homme, c'est le fric. Jamais on n'a vécu dans une période où le capitalisme et l'impérialisme ont été aussi insolents et aussi cyniques. Regardez Berlusconi et Tapie. Quand on voit que Tapie, plus il est condamné, plus il est célèbre, c'est incroyable. Qu'un homme politique arrive au sommet, non pas en s'appuyant sur le peuple, mais en s'appuyant sur des supporters de football bourrés de Ricard et ne sachant qu'hurler : "On a gagné, on a gagné", on croit rêver !

Malraux disait : "Chaque grande période a créé un héros. Le Moyen-Age a créé le chevalier, le XVIIe siècle, le gentilhomme et le XIXe, l'homme de qualité. Et il déplorait que notre siècle n'ait pas créé son héros. Eh bien c'est fait ! C'est le Pdg. Le Pdg a tous les droits. Sa morale pourrait être ainsi résumée : produire le plus possible, avec le moins d'ouvriers possible, payés le moins possible, pour fabriquer un produit le plus "camelote" possible, qu'on vendra le plus cher possible. C'est épouvantable.

Que faire ?

Il faut en finir avec la surconsommation. Remplacer la civilisation de "l'avoir" par la civilisation de "l'être". En fait, de quoi les gens ont-ils besoin ? D'avoir à manger, un toit, chaud l'hiver, et de se cultiver. C'est tout. Le reste, c'est du gaspillage. Par exemple, les gens travaillent cinq mois par an pour leur voiture. Regardez l'automobiliste. On le guette, on le fait payer pour acheter son véhicule, pour l'entretenir et pour rouler. On le fait payer quand il s'arrête ou quand il grille un feu rouge. C'est vraiment le coupable. D'ailleurs, dès qu'il prend le volant, il a l'air traqué.

Il faudrait interdire la publicité, cet art coupable de faire acheter par des gens qui n'en ont pas les moyens des choses dont ils n'ont pas besoin. Fini le gaspillage. A chaque fois qu'on fait quelque chose, posons-nous la question : "Est-ce pour l'avoir ou est-ce pour l'être ?" On s'apercevra qu'on a besoin de posséder très peu de choses, mais qu'on a d'énormes besoins pour être. Pour développer son intelligence, sa sensualité, sa volupté. Pour tous les plaisir de la vie.

> Remplacer
> la civilisation de "l'avoir"
> par la civilisation de "l'être".

Croyez-vous encore à l'avènement d'une société plus juste ?

Peut-être, mais pas par les mêmes moyens qu'autrefois. Pas par les partis ni les syndicats traditionnels. D'ailleurs, on voit se créer, en dehors d'eux, des coordinations spontanées. Et puis, aujourd'hui, c'est la jeunesse qui a du nerf. La classe ouvrière n'existe plus, et adhérer à un parti politique pour se réunir et discuter à perte de vue, les gens n'y croient plus. Les écologistes en donnent une démonstration navrante. Ce sont eux qui ont raison, on est en train de scier la branche sur laquelle on est assis. Mais ils coulent parce qu'ils ne s'entendent pas. Par contre, les infirmières, les étudiants, les agriculteurs, les Corses ont prouvé que pour obtenir quelque chose, il faut descendre dans la rue. Et si possible à un endroit où il y a des caméras.

D'autant que les hommes politiques, comme les militaires, se sont toujours trompés. En 14, les politiques préparent la guerre de 70. Manque de chance, c'est une guerre de tranchées. En 39, ils préparent la guerre de tranchées. Un championnat international avait été organisé à Versailles et le meilleur soldat français était celui qui, à la pelle, creusait le plus vite son trou individuel. Manque de chance, c'est la guerre des chars. En 45, ils étaient prêts pour la guerre de 39, mais il fallait attaquer Hanoï. Ce fut Diên-Biên-Phu. En Algérie, ils étaient prêts pour la guerre d'Indochine, ils avaient lu Mao-Tse-Toung. Mais c'était la Casbah d'Alger.

Vous venez de publier "Le bonheur du manchot"(1), un chant d'amour pour votre père.

Pendant dix ans, j'ai été brouillé avec lui. A ce moment-là, j'étais un bulldozer, écrivain, journaliste, homme de radio et de télévision. C'est maintenant que je me rends compte que mes parents ont vécu péniblement cette période, loin de leur fils unique.

Plus je vais, plus je ressemble à mon père. A un certain âge, ma transpiration s'est mise à sentir comme la sienne, une odeur de vieux. Quand j'ai eu besoin de lunettes, sur le bureau il y avait les siennes. Je les ai mises, elles m'allaient. Voilà des détails concrets qui ont une résonance philosophique. A partir d'un certain âge, on voit le monde comme son père.

Je suis resté dix ans sans écrire, sauf des préfaces ou des contes. Mais me lancer dans un grand livre comme celui-là, je n'en avais pas le courage. C'était la période où l'on perd ses amis, ses parents, sa femme. J'avais une sorte de découragement. On se dit alors : "A quoi bon ?" Puis est venu ce remords que j'ai essayé de compenser en écrivant. C'est le livre que j'ai écrit le plus facilement. Pas de plan, pas de notes. J'écrivais au fil de la plume, sans me relire. Après, je n'ai presque rien changé. C'est aussi une autobiographie, car on ne peut pas parler de son père sans parler de soi. Je ne croyais pas à l'atavisme, je pensais que c'était un truc littéraire qu'avait trouvé Zola pour écrire les Rougon-Macquart. Aujourd'hui seulement je m'aperçois à quel point ça existe. Je me surprends à faire les mêmes gestes que mon père. Quand j'ouvre le tiroir de son bureau, qui est maintenant le mien, je vois mon père en train de faire le même geste. Et comme lui, je pose sa montre sur ce bureau et le travail commence.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Ed. Laffont. 363 p., 119 F.

Dans 20 ans, vous direz: "j'y étais"!



Les 2 et 3 Juillet 1994
2 jours de concert: 60 francs

Les 48 heures de la fraternité

Bob Dylan ★ Willy DeVille ★ Sens Unik ★ **I AM** ★ Soon E MC ★ Last Poets ★ Alliance Etnik★ Pigalle ★ Kent ★ Au P'tit Bonheur ★ Nilda Fernandez ★ **Charlélie Couture** ★ Alana Fillipi ★ Rachel Des Bois ★ Mano Solo ★ Morphine ★ Les Satellites ★ **Stéphan Eicher** ★ Le Train ★ Les Wampas ★ 4 Non Blondes ★ No One Is Innocent ★ Jad Wio ★ Sinclair ★ Wha.P ★ Beiggels Daisy Toasts ★ **Galliano** ★ Maceo Parker ★ Keziah Jones ★ Bernard Allison ★ **Pierre Perret** ★ Catherine Ribeiro ★ Odieu ★ Tri Yann ★ Romain Didier ★ Peio Serbielle ★ **Catherine Lara** ★ I Muvrini ★ Allain Leprest ★ Jo Privat & Raul Barboza & Paris Musette ★ Dany Brillant ★ Zoanet Côme S. ★ Malika Domrane ★ Manu Dibango ★ Idir ★ Cheb Mami ★ Ras Dumisani ★ Lokua Kanza★ **Khaled** ★ D'Gary & Régis Gizavo ★ Edith Lefel ★ NG La Banda ★ Tanya Saint-Val ★ **Malavoi** ★ Beethova Obas ★ Jean-Michel Pilc ★ Francois Corneloup ★ Sylvain Beuf ★ Kartet....

PARC PAYSAGER DÉPARTEMENTAL-93-LE BOURGET

Fête et débats organises avec le Parti Socialiste. **Billets**: Points de vente: Fnac, Virgin et militants du PS et par Tel: **42 88 14 90 RER LE BOURGET**

Fondation Jean-Jaurès